



10<sup>ème</sup> Promotion

**LES ENJEUX DE SECURITE EN ASIE CENTRALE  
POUR LA RUSSIE**

Mémoire de géopolitique  
du chef d'escadron Arnaud WEIXLER  
dans le cadre du séminaire sur la « La Russie »

Directrice : madame Isabelle FACON

Avril 2003



RUSSIE



KAZAKHSTAN



KIRGHIZISTAN



OUZBEKISTAN



TADJIKISTAN



TURKMENISTAN



## SOMMAIRE

### INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : LES FAIBLESSES DE LA VISION SECURITAIRE DE LA RUSSIE D'ELTSINE.

LA PREDOMINANCE DE LA SECURITE MILITAIRE.

LE MANQUE DE COHERENCE DE LA POLITIQUE RUSSE AU PLAN ECONOMIQUE ET COMMERCIAL.

LA DESINTEGRATION DE « L'ETRANGER PROCHE ».

LE REFUS DE L'HEGEMONIE SECURITAIRE RUSSE ET SES CONSEQUENCES.

DEUXIEME PARTIE : LES CONCESSIONS ET LE PRAGMATISME DE LA NOUVELLE POLITIQUE RUSSE DE POUTINE.

L'INSTRUMENTALISATION DE LA MENACE ISLAMISTE EN ASIE CENTRALE PAR LA RUSSIE.

L'ARGUMENT DE LA SECURITE POUR RENFORCER LA PRESENCE POLITIQUE ET MILITAIRE RUSSE.

LES INITIATIVES DIPLOMATIQUES DU KREMLIN.

LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU ROLE D'ARBITRE EN ASIE CENTRALE.

### CONCLUSION

## LES ENJEUX DE SECURITE EN ASIE CENTRALE POUR LA RUSSIE.

## INTRODUCTION

Qu'entendons – nous par Asie centrale ? D'emblée se fait jour une vraie difficulté à fixer une aire géographique qui soit en concordance avec le facteur culturel de cette zone ; celui-ci pourrait nous mener à inclure l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, la Mongolie et l'ouest de la Chine dans la région plus classique de l'Asie centrale définie par les cinq « stan » ex-soviétiques. En fait, deux interprétations sont possibles, la première maximaliste et la seconde minimaliste des cinq républiques d'Asie centrale – le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Nous retiendrons cette deuxième option qui représente déjà 4 millions de km<sup>2</sup> soit l'Inde et environ 60 millions d'habitants.

L'Asie centrale constitue-t-elle un ensemble cohérent ? Ethymologiquement, elle vient du mot Turkestan ( pays des turcs) qui a disparu du vocabulaire soviétique. Ce qui subsiste, c'est l'enclavement de cette région – qui représente le plus vaste ensemble d'Etats enclavés de la planète situé à 2000 km de la Mer Noire et du Golfe Persique et à 5000 km de l'océan Pacifique avec une mention spéciale pour l'Ouzbékistan, Etat le plus enclavé du Globe. On peut donc parler de « centralité » de l'Asie centrale dans un cadre purement spatial, mais au plan temporel elle se définira assurément comme une périphérie, un carrefour des mondes chinois, russe<sup>1</sup>, iranien ou mieux encore une marche d'empire plutôt que le milieu des Empires. On notera toutefois l'émergence d'une vraie dynamique de ré appropriation de leur destin par les cinq républiques qui, après avoir été désemparées voire « immobilisées » par l'implosion de l'URSS, présentent désormais trois tendances générales : en premier lieu le renforcement du pouvoir personnel des leaders politiques et la montée de l'autoritarisme politique ; en second lieu une volonté forte de contourner le problème de l'enclavement par de multiples interactions avec les pays pouvant apporter un libre passage des biens et des hommes ; en dernier lieu une reconstruction identitaire visant à créer un

---

<sup>1</sup> La conquête de la majeure partie de l'Asie centrale par la Russie fut achevée, pour l'essentiel, dès 1850.

nationalisme dont les deux principaux piliers sont l'idéologie et la tradition historique.

Tout ceci conduit naturellement à s'interroger sur la stabilité de cette nouvelle Asie centrale et sur les répercussions en matière de sécurité pour les grands acteurs présents dans la région – Etats-Unis, Chine, Iran, Turquie – et plus particulièrement pour la Russie. Ici, la notion de sécurité devra être prise au sens large et dépasser la dimension militaire pour y inclure des aspects non moins essentiels tels que les flux migratoires, les conflits ethniques, les trafics de drogue et les criminalités organisées... car, même si un premier bilan montre que l'Asie centrale n'est pas encore caractérisée par un éclatement territorial ou des conflits ouverts entre pays voisins, on pourrait craindre une dégradation générale de la situation politique et sociale qui a d'ores-et-déjà conduit aux « malheurs » du Tadjikistan. Il apparaît donc clair que les enjeux de sécurité dans la région sont autant de défis vitaux à relever par une Russie concurrencée sur ses flancs et partagée entre la nostalgie et le rejet de son passé soviétique. Il convient, en outre, de prendre conscience que l'émergence de l'Asie centrale remet en cause l'équilibre géopolitique du continent eurasiatique.

Définir ses enjeux liés à la sécurité pour la Russie en Asie centrale revient à étudier, d'une part la perception des cinq républiques par la Russie, d'autre part la vision de ces pays sur Moscou. C'est également mesurer l'influence du Kremlin dans cette sous-région eurasiatique marquée par un enchevêtrement et une imprévisibilité croissante, où se mêlent l'ancien et le nouveau, l'ex-union soviétique et les républiques autonomes, le souvenir du communisme... « la statue de Lénine côtoie les minarets et les mosquées, le Xinjiang chinois est proche mais on rêve des Etats-Unis ». En un mot, quelles sont la volonté et les capacités réelles de la Russie pour s'imposer dans cette ancienne marche de son empire ? Comment les confronte-t-elle à sa nouvelle doctrine stratégique ? Quels sont les leviers utilisés par Moscou pour renforcer sa présence dans la région et tenter d'influer sensiblement le « grand jeu » ? Quelle interprétation stratégique peut-on donner à la nouvelle politique russe ? Comment réagissent les cinq « stan » aux pressions et aux initiatives actuelles de la Russie ?

Autant de questions qui pourraient en appeler d'autres et surtout auxquelles nous allons tenter d'apporter un éclairage. Pour cela, il conviendra, pour bien saisir les enjeux sécuritaires russes en Asie centrale, de les placer sous le prisme de l'évolution de la politique russe depuis plus de dix ans ; ainsi nous aborderons successivement les faiblesses de la vision sécuritaire « hégémonique » de la Russie d'Eltsine qui ont inexorablement conduit à un recul russe, puis les concessions pragmatiques de la Russie de Poutine qui traduisent un véritable tournant stratégique, une phase de retrait voire de « recueil » pour mieux reconquérir les positions perdues. C'est uniquement à partir de cette analyse comparative qu'il nous sera possible d'affirmer si la Russie a acquis un nouveau « souffle » en Asie centrale, sans renier pour autant son passé mais aussi sans le reproduire<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Voir MOSHE L., La Russie face à son passé soviétique, *Le Monde diplomatique*, décembre 2001, pp.8-9, qui déclare: « ...l'avenir de la Russie devrait se construire sur la préservation des accomplissements du passé et sur leur développement, sur le maintien d'une continuité assortie de nouvelles tâches. A l'heure actuelle, le lien avec le passé est rompu, mais il sera restauré un jour. (...) Ceux qui veulent effacer le 20<sup>ème</sup> siècle (...) doivent aussi dire adieu à une grande Russie ».

PREMIERE PARTIE : LES FAIBLESSES DE LA VISION SECURITAIRE DE LA  
RUSSIE D'ELTSINE.

La période pendant laquelle la Russie a été dirigée par le président Eltsine correspond à une phase de transformation rapide d'une Asie centrale que l'on croyait indéfiniment marquée par l'immobilisme. Pourtant, ni les peuples ni les états de la région n'ont joué un rôle dans l'implosion de l'URSS – pas plus qu'ils n'en joueront dans les attentats du 11 septembre 2002 – qui sera le principal détonateur des bouleversements dans cette zone. Bien au contraire, ils ont eu le sentiment d'être abandonnés et ont cherché initialement à maintenir coûte que coûte les liens avec la Russie<sup>3</sup> ; simultanément, Moscou a porté de moins en moins d'attention à sa périphérie et en particulier à l'Asie centrale « suspectée d'être un fardeau, une région semi-féodale aux élites conservatrices et corrompues »<sup>4</sup>. Aussi, Eltsine propose une vague participation à une Communauté des Etats Indépendants (CEI) aux fonctions extrêmement floues et il ne prit même pas le temps de discuter sérieusement du maintien d'une monnaie commune ou de l'Armée rouge dans les diverses républiques<sup>5</sup>.

Les cinq nouvelles républiques vont par conséquent devoir tout entreprendre en même temps dans un contexte très vite troublé à l'instar de la guerre au Tadjikistan dès 1992, des problèmes économiques, de la montée de l'islamisme et des mafias... chaque pays va alors tenter de se fixer des priorités, du réformisme prudent de l'Ouzbékistan au maintien d'un ordre autoritaire au Turkménistan en passant par une transition rapide vers une économie de marché pour le Kazakhstan et le Kirghizstan, le Tadjikistan s'attachant à « survivre » grâce à une économie parallèle florissante.

Moscou va aussi décourager les nouvelles républiques de créer leur propre armée, les dissuader de promouvoir l'utilisation de leurs différentes langues et de développer des relations politiques et commerciales avec des pays étrangers<sup>6</sup>.

L'expérience des indépendances, aussi douloureuse que brutale<sup>7</sup> pour les nouveaux Etats, implique surtout un enjeu de taille pour Eltsine : compenser la

---

<sup>3</sup> En mars 1991, à l'appel de Gorbatchev, un référendum avait montré que 90% des votants en Asie centrale était pour le maintien de l'Union, voir Hérodote, op. cit.

<sup>4</sup> MOHAMMAD-REZA Djalili, Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, PUF, 2001, pp.49-63.

<sup>5</sup> Hérodote, op. cit.

<sup>6</sup> Le grand échiquier, op. cit.

soudaine vulnérabilité de la Russie sur son flanc sud en évitant toute pénétration stratégique d'autres puissances dans cette région<sup>8</sup>. Pour ce faire, l'objectif principal de Moscou va être de fermer l'accès de « l'étranger proche » en s'appuyant fermement sur le facteur militaire au détriment du domaine économique, se montrant ainsi peu préoccupé de transformer les dépendances économiques existantes en rapports cohérents et donc durables. Cependant, cette vision sécuritaire traditionnelle sans concessions entretiendra l'idée que la Russie n'a pas renoncé à ses « velléités impérialistes » et va progressivement inciter les pays d'Asie centrale à prendre de plus en plus de distance avec elle en entrant dans le « grand jeu » plus ouvert mais aussi plus risqué.

### 1.1. LA PREDOMINANCE DE LA SECURITE MILITAIRE.

La réponse russe à la protection de sa sécurité s'assoit à ses débuts sur une politique militaire classique de maintien ou de création de bases liée à des accords de défense ; l'instrument de prédilection choisi par Moscou est l'intégration forcée avec son bras armé, la CEI, qui tente de « recoller les morceaux » de l'ex – empire soviétique sous sa seule autorité. Tout naturellement, les frontières extérieures de la CEI constituent la première ligne de défense de Moscou et l'Asie centrale est considérée comme un maillon essentiel du périmètre de sécurité russe<sup>9</sup>. Cependant, les forces militaires russes ne vont pas réussir à investir uniformément toute la région mais principalement trois pays à savoir le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan.

#### 1.1.1. Le rempart du Kazakhstan.

Le Kazakhstan représente pour Moscou une zone tampon majeure qu'il est exclu d'ouvrir aux influences d'autres puissances régionales. Ce rôle de bouclier implique d'avoir accès en permanence aux installations stratégiques – le cosmodrome de Baïkonour, un centre d'essai et de rampes de lancement de missiles en surveillance face au sud et à la Chine... - du pays et de les contrôler<sup>10</sup>. La pression russe pour maintenir une coopération militaire étroite avec Astana est

---

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> En effet, les Balkans eurasiens constituent une zone de pouvoir vacant, instable sur le plan interne, qui encourage l'intrusion de voisins plus puissants, voir « Le grand échiquier », op. cit.

<sup>9</sup> MOHAMMAD-REZA Djalili, Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, PUF, 2001, pp.67-85.

<sup>10</sup> Ibid.

en conséquence forte et vise à décourager toutes velléités de diversification des relations militaires du Kazakhstan notamment avec les Etats-Unis. Le Kazakhstan représente aussi une cible de tout premier ordre, car sa vulnérabilité sur le plan ethnique ne lui permettrait pas d'avoir l'avantage sur Moscou. Par ailleurs, la Russie peut tirer profit des craintes des kazakhs face au dynamisme croissant de la Chine. La soumission progressive de ce pays aurait pour conséquence de faire automatiquement entrer le Kirghizstan et le Tadjikistan dans la sphère de contrôle de Moscou, exposant dans le même temps l'Ouzbékistan et le Turkménistan à des pressions russes directes<sup>11</sup>.

#### 1.1.2. Le cas particulier du conflit tadjik.

Le Tadjikistan est le deuxième pays où la présence militaire russe est importante<sup>12</sup> avec les 6000 hommes de la 201<sup>ème</sup> division ainsi que les 14000 gardes-frontières en posture face à l'Afghanistan qui représentent sans conteste le principal soutien du régime politique en place. Effectivement, en décembre 1992, le conflit tadjik fournit à Moscou l'occasion d'y envoyer ses troupes pour le maintien de la paix et la surveillance de la frontière afghane. En fait, ce conflit va constituer un précédent favorable aux cercles militaires proches du pouvoir qui vont exercer une pression croissante sur le gouvernement russe, afin que celui-ci s'oriente vers un rétablissement « en force » de l'influence russe en Asie centrale.

#### 1.1.3. L'échec russe au Turkménistan et en Ouzbékistan.

Le Turkménistan va progressivement échapper à la pression militaire de la Russie d'une part en confiant la formation de ses officiers à la Turquie, d'autre part en limitant la présence militaire à quelques gardes – frontières « conseillers ». Mais c'est en Ouzbékistan que la « débâcle » russe est bien avancée puisque plus aucun militaire n'est stationné sur ce territoire. L'Ouzbékistan a ainsi créé sa propre Académie militaire en 1994 et a fait appel aux Etats-Unis pour l'aider à former des officiers avant tout d'origine ethnique ouzbek et non plus russes ( en 1996, 80% des officiers étaient ouzbek<sup>13</sup>). En outre, ce pays se démarque de plus en plus

---

<sup>11</sup> Le grand échiquier, op. cit.

<sup>12</sup> L'indépendance a fourni un bon prétexte à la Russie pour déployer ses troupes dans le pays, voir « Le grand échiquier », op. cit.

<sup>13</sup> Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, op. cit.

des autres républiques d'Asie centrale en estimant qu'il doit agir comme une puissance militaire régionale indépendante<sup>14</sup> : pour cela, il s'appuie sur les forces armées les plus importantes au sein des cinq républiques, se retire du pacte de sécurité de la CEI en 1999, participe à la création conjointe d'un bataillon de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU avec le Kazakhstan et le Kirghizstan et prend part activement aux opérations de partenariat pour la paix dans le cadre plus global de l'OTAN.

Or, la prédominance de la sécurité militaire dans la politique russe matérialisée par le stationnement de leurs troupes sur le sol des ex-républiques soviétiques ne peut être ni l'outil d'une politique étrangère efficace en soi ni se traduire nécessairement en influence politique majeure surtout en l'absence d'une politique économique consistante et constructive.

## 1.2. LE MANQUE DE COHERENCE DE LA POLITIQUE RUSSE AU PLAN ECONOMIQUE ET COMMERCIAL.

Ce défaut de cohérence, dicté par la persistance d'une volonté hégémonique russe, a eu pour effet d'encourager les Etats qui ont les moyens à se tourner vers les acteurs extérieurs de la zone. D'une manière générale, la position russe dans les domaines économique, commercial et énergétique des années 1990 a subi une véritable érosion si l'on se réfère à la part croissante des sociétés occidentales dans les grands consortiums pétroliers de la région<sup>15</sup> tout en n'offrant aucune alternative sérieuse aux capitaux occidentaux : ceux-ci ont logiquement permis la découverte de nouveaux gisements ainsi que l'installation de nombreux partenaires étrangers mettant de facto la Russie en position de faiblesse.

### 1.2.1. L'impérialisme économique russe.

En réaction, Moscou a mené une politique de pression avant tout orientée vers les velléités d'union commerciale – au plan des hydrocarbures – entre l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan, en menaçant de bloquer l'accès et la libre circulation du canal de la Volga, voie principale d'acheminement des moyens

---

<sup>14</sup> Certains dirigeants ouzbeks voient dans leur pays le cœur possible d'une entité centrasiatique unique, ce qui inspire de la crainte aux dirigeants des autres républiques, voir « Le grand échiquier », op. cit.

<sup>15</sup> Les sociétés américaines ont été les premières à s'intéresser à la région, notamment Chevron qui a depuis 1992 la moitié des parts dans l'exploitation du gisement kazakh de Tengiz. D'autre part, l'OKIOK (OffshoreKazakhstan International Operating Company), consortium pétrolier qui a découvert le gisement de Kashagan, réunit aujourd'hui exclusivement des sociétés occidentales.

logistiques des compagnies pétrolières occidentales. On rejoint à nouveau l'objectif majeur de la Russie Eltsinienne qui consiste à monopoliser l'espace de l'Asie centrale ex-soviétique à son unique profit<sup>16</sup>. surtout pour les transits énergétiques et par conséquent le contrôle de ces ressources : les productions de la Caspienne revêtent sous cet angle une importance toute spéciale pour l'ancienne mère – patrie qui ne conçoit pas qu'elles puissent être transportées ailleurs qu'à travers son territoire étant donné les revenus et les taxes douanières qu'elles procurent et donc le maintien d'une influence politique. La déclaration d'un ancien ministre russe de l'énergie est tout à fait significative en la matière : « la Russie doit avoir un accès naturel à toutes les ressources des Etats de la CEI ; c'est nous qui par notre travail et notre énergie avons créé tout ceci ». Les géopoliticiens russes souhaitent évidemment que la situation demeure inchangée car ils savaient parfaitement que celui qui contrôlera ou dominera l'accès à l'Asie centrale, aura toutes les chances de remporter la victoire économique et géopolitique<sup>17</sup>.

#### 1.2.2. Les graves contradictions internes du gouvernement russe.

Cette attitude pour le moins « impérialiste » va déclencher l'hostilité des ex – républiques d'Asie centrale qui vont tenter par tous les moyens de briser ce monopole énergétique. Pour arriver à leurs fins, du moins partiellement, elles vont s'appuyer sur le caractère inconsistant et incohérent de la politique russe qui présente un éclatement des intérêts au sein de ses différents ministères, en particulier du ministère des affaires étrangères et celui de l'énergie : effectivement, deux analyses contradictoires vont s'affronter sous la présidence d'Eltsine, la première, stratégique, se prononçant contre l'empiètement d'autres acteurs sur les prétendues prérogatives de Moscou dans la région, la deuxième très fortement influencée par le lobby pétrolier et gazier, en faveur de la participation de la Russie au développement du potentiel de la Caspienne et de l'Asie centrale, même aux côtés d'autres puissances<sup>18</sup>. Cette ambivalence, extrêmement néfaste aux ambitions russes, conduira à deux types de conséquences, l'une pour la Russie

---

<sup>16</sup> Symboliquement, l'inauguration en 1995 d'une nouvelle voie de chemin de fer reliant le Turkménistan à l'Iran montrait que la Russie, désormais, ne séparait plus l'Europe de l'Asie grâce à la réouverture de l'ancienne Route de la soie, voir « le grand échiquier », op. cit.

<sup>17</sup> Le grand échiquier, op. cit.

qui n'aura ni la capacité ni la volonté politique d'investir économiquement en Asie centrale en continuant à mener une politique de pressions, l'autre pour les ex-républiques soviétiques de la région riches en ressources énergétiques qui vont vouloir se tourner vers les investisseurs potentiels extérieurs<sup>19</sup> en réponse au manque de visibilité et au « blocage intellectuel dur » de Moscou.

#### 1.2.3. Le recentrage sur le Kazakhstan.

La Russie alors incapable de produire une politique commerciale et énergétique constructive à moyen et long termes, va chercher à défendre ses intérêts économiques immédiats en se recentrant sur le Kazakhstan qui est un pays clé au plan du transit des moyens et de certaines ressources. Il est en effet essentiel pour la continuité énergétique et la cohérence économique de la Russie car il fournit plusieurs productions minérales à de nombreuses entreprises russes, il conditionne le trafic du Transsibérien entre les parties occidentales et orientales russes qui passe par son territoire et il joue le rôle d'interface majeur pour l'acheminement de l'énergie électrique. Autant la politique de pression russe va avoir une certaine efficacité sur le Kazakhstan en raison de sa proximité géographique et de sa dépendance énergétique, autant sa portée est très limitée pour les autres républiques qui vont inexorablement « s'évader » de l'attraction de la Russie.

#### 1.2.4. Le désordre des organisations régionales à caractère économique.

De plus, à partir de 1996-1997, plusieurs associations régionales vont encore venir fragiliser la CEI et la politique économique russe pourtant déjà incohérente. Ainsi, le GUUAM<sup>20</sup> s'oriente vite sur des questions géostratégiques telle l'organisation d'un réseau d'approvisionnement énergétique indépendant de la Russie et dont la sécurité serait assurée en commun grâce à des aides de l'OTAN et des Etats-Unis. Sans doute la Russie est-elle responsable de la mauvaise marche de la CEI et de son volet économique, d'autant plus qu'Eltsine lui-même a donné l'exemple des associations séparées en lançant l'Union Russie-Biélorussie en 1996 et en

---

<sup>18</sup> Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, op. cit.

<sup>19</sup> En 1999, le Silk Road Strategic Act prévoit une aide substantielle au désenclavement des Etats d'Asie centrale en favorisant leur rapprochement avec l'occident. La construction de réseaux alternatifs est l'un des principaux chapitres de ce texte.

<sup>20</sup> Acronyme anglais de ses membres, Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie.

favorisant la création de l'Union douanière<sup>21</sup>, deux structures qui sont amener à traiter des mêmes problèmes. Dans ce cas, il est donc difficile à Moscou de reprocher aux autres membres de la CEI de vouloir s'organiser. une chose est tout à fait claire, la Russie a perdu le monopole exclusif de l'organisation de l'espace économique post-soviétique<sup>22</sup>.

Dans tous les cas, la conséquence majeure de cette politique totalement contre-productive est de redonner à la région un nouvel attrait géopolitique en l'ouvrant aux influences extérieures et par conséquent en remettant en cause la main-mise de Moscou.

### 1.3. LA DESINTEGRATION DE L'ETRANGER PROCHE.

#### 1.3.1. Un repli massif et général de la Russie.

Sous Eltsine, l'étranger proche revêt une signification géopolitique de première importance en correspondant à la sphère naturelle d'influence de la Russie et donc à ses intérêts vitaux. Progressivement, cet espace que les russes souhaitaient contrôler se caractérise par une intégration de moins en moins bonne via la CEI et des positions russes de plus en plus contestées. Ce repli général touche les domaines essentiels de la Sécurité, des échanges économiques, culturels et scientifiques et traduit un découplage croissant entre Moscou et ses ex-républiques, plus spécialement celles d'Asie centrale.

Tout d'abord la Sécurité est battue en brèche en 1999 quand l'Ouzbékistan décide de sortir du pacte de sécurité de la CEI signé à Tachkent en 1992 puis lorsque le Kazakhstan et le Turkménistan remettent en cause la libre circulation des biens et des personnes. Le malaise sera encore accentué par la désolidarisation concernant l'élargissement de l'OTAN entre la Russie et le groupe constitué par l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizstan. Simultanément, on constate d'importants replis de populations russes et russophones d'Asie centrale vers la mère-patrie ; le solde migratoire de la Russie avec cette région devient désormais négatif ce qui tend à accréditer la thèse de la décolonisation russe.

---

<sup>21</sup> Voir Hérodote, op. cit., cette union est composée de la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan dès 1995, puis le Kirghizstan en 1996 et le Tadjikistan en 1999.

<sup>22</sup> Hérodote, op. cit.

### 1.3.2. La fin du « privilège économique » russe en Asie centrale.

Or, l'espace CEI a aussi une forte signification au plan énergétique comme nous l'avons vu au chapitre précédent. En Asie centrale, elle se traduit par une forte dépendance énergétique du Tadjikistan et du Kirghizstan, par des ressources turkmènes transitant exclusivement par la Russie, l'ensemble lui procurant une situation de quasi-monopole. D'une manière plus large, en abordant le point de vue économique, la Russie a perdu progressivement sa position privilégiée car le Kazakhstan est la seule des républiques à vraiment compter dans son commerce extérieur et donc à présenter une relative dépendance. Quant aux autres républiques – exceptés le Tadjikistan en état de survie économique et le Kirghizstan – elles sont devenues des partenaires économiques classiques qui se sont détachés quelque peu en acquérant plus d'autonomie : le Turkménistan qui avait accumulé de lourds contentieux sur le prix de vente de son gaz que les russes voulaient imposer, s'est naturellement tourné vers l'Iran et la Turquie pour tenter de diversifier ses possibilités de débouché tout en refusant systématiquement d'intégrer toute organisation de coopération régionale y compris économique ; l'Ouzbékistan qui cherche à jouer un rôle de puissance régionale a attiré de nombreux investisseurs occidentaux pour acquérir à terme une quasi autonomie énergétique. Au total, la Russie a donc perdu sa position économique très privilégiée, la reléguant au rang de partenaire comme les autres voire de moindre importance en raison d'attitudes souvent contradictoires et peu constructives.

### 1.3.3. La déliquescence de la culture et de l'identité russes en Asie centrale.

Enfin, la culture russe et anciennement soviétique n'est plus considérée comme la référence unique dans la région et là aussi la perte de terrain est considérable avec une volonté des pays centrasiatiques de revenir à leurs sources et à leur système de valeurs en référence au passé : c'est dans ce cadre que les échanges culturels, scientifiques et artistiques autrefois le fer de lance de l'URSS, ont fortement diminué et la langue russe est progressivement remplacée par les langues vernaculaires au plan de l'enseignement.

Nous sommes très loin des prétentions russes si bien exprimées par Eltsine qui déclarait que « la sphère des intérêts russes s'étend au monde entier », car dès le milieu des années 1990, cette sphère ne parvient même plus à englober son

étranger proche et tout particulièrement sa frange sud, l'Asie centrale. Il est clair que le contraste entre une politique militaire oppressante et une politique économique inconsistante et inadéquate a radicalisé la vision et l'attitude des républiques – qui en avaient la volonté et les moyens – qui considèrent que la disparition de l'empire soviétique n'a pas pour autant supprimé ses aspirations impérialistes. Les nouvelles élites revendiquent de plus en plus leur droit à la souveraineté, processus dynamique et contagieux au plan social. En outre, autrefois passives dans la vie politique, elles se montrent à la fois plus nationalistes et également plus conscientes de leur identité islamique<sup>23</sup>.

#### 1.4. LE REFUS DE L'HEGEMONIE SECURITAIRE RUSSE ET SES CONSEQUENCES.

##### 1.4.1. La naissance d'un nouveau « grand jeu » très incertain.

Le vrai problème pour les dirigeants d'Asie centrale était de savoir comment utiliser la puissance russe à leur propre profit tout en évitant de retomber sous sa domination militaire et économique. Il leur est apparu que la solution pouvait passer par la recherche d'un équilibre entre les puissances régionales qui, de par leur histoire et leur position géographique, ont déjà eu une influence ou ont un rang futur à tenir à savoir la Turquie, l'Iran, la Chine, la Russie et beaucoup plus récemment les Etats-Unis. Parallèlement, se dessine une perception croissante au sein des élites russes de rétablir coûte que coûte une sphère d'influence en Asie centrale car la forte réduction des positions de leur pays profite à d'autres puissances concurrentes qui menacent directement leurs intérêts.

Cette confrontation fait émerger un nouveau « grand jeu » que l'on pourrait par facilité, rapprocher de l'ancien, mais qui s'en détache à de nombreux titres : en effet, on ne retrouve plus les deux acteurs classiques, Russie et Angleterre aux stratégies classiques bien définies, mais une multitude de puissances moyennes et importantes dont les visées et les grands objectifs stratégiques peuvent encore apparaître flous. Cependant, la plus grande différence réside dans la présence et l'affirmation des républiques d'Asie centrale sur la nouvelle scène géopolitique, qui rejouent par ce biais leur rôle de carrefour des influences en voulant diversifier absolument leurs relations dans les domaines militaire, économique et culturel. Cette nouvelle donne brouille les cartes des rapports de force régionaux

---

<sup>23</sup> Le grand échiquier, op. cit.

en instaurant une indétermination où aucune puissance n'est en mesure de prendre un avantage décisif sur les autres.

#### 1.4.2. Quatre acteurs régionaux entrent en compétition pour l'Asie centrale.

Premier acteur d'importance, la Turquie qui fait reposer sa politique extérieure en Asie centrale sur les errements de l'ancien espace turcophone et l'idée de recréer peut – être un jour le Turkestan. Elle a ainsi tenté de reprendre une place privilégiée<sup>24</sup> dans ses relations d'ordre politique, économique et culturel avec les républiques ex-soviétiques à travers une diplomatie active qui a suscité une certaine méfiance de leurs dirigeants : ceux-ci y ont vu probablement une remise en cause de leur pouvoir personnel ainsi qu'une mise sous tutelle dangereuse pour leur reconstruction identitaire. En outre, les liens culturels n'ont pas eu la force supposée et les différences linguistiques ont encore contribué à les distendre. Cependant, la turcophonie est certainement plus réaliste que la résurgence du panturquisme<sup>25</sup> et les Turcs en ont pris conscience tout en misant également sur leur rôle capital pour l'évacuation des hydrocarbures de la région.

Deuxième acteur, l'Iran à la position géographique très favorable en raison de ses frontières communes avec le Turkménistan et les pays de la Caspienne. De plus, il pourrait bénéficier de ses origines communes avec le Tadjikistan seul pays persanophone, si la mainmise actuelle russe sur ce pays cesse. Mais c'est surtout le Turkménistan qui considère que l'Iran offre les meilleurs atouts économiques pour les voies d'évacuation de ses ressources gazières vers le Golfe Persique et une alternative diplomatique de poids qui lui permettrait de se conforter dans sa recherche de neutralité vis-à-vis des organisations régionales en place. Pourtant, l'Iran ne semble pas en position favorable étant donné son propre isolement diplomatique – le veto américain en particulier – et ses rivalités au plan énergétique avec une Russie qui parvient encore à imposer ses transits d'hydrocarbures. Ni la Turquie ni l'Iran ne disposent de moyens suffisants pour

---

<sup>24</sup> Le quatrième sommet des pays turcophones s'est tenu à Tachkent en octobre 1996 et il a été essentiellement consacré aux relations commerciales, à la création de normes communes en matière d'éducation et d'une coopération culturelle plus étroite, Le grand échiquier, op. cit.

<sup>25</sup> Voir La revue internationale et stratégique, n°34, op. cit.

ôter à la Russie toute influence régionale. Ils ont cependant renforcé la capacité des jeunes Etats à résister à leur ancien maître<sup>26</sup>.

Troisième intervenant dont l'influence en Asie centrale devrait croître encore de par son poids politique, démographique et sa croissance économique exponentielle, la Chine s'immisce de plus en plus dans les « affaires » régionales et verrait bien en lieu et place du milieu des empires, une terre d'expansion – voire de colonisation – des Hans de l'Empire du milieu. Il semblerait que son objectif à court terme soit de canaliser – au mieux de régler – le problème épineux des Ouïgours, que son objectif à moyen terme soit d'importer les ressources de la région centrasiatique qui lui seront indispensables pour maintenir une forte croissance économique<sup>27</sup>, enfin que son objectif sur le long terme pourrait être de dominer tout ou partie de cet espace enclavé – en remplaçant la Russie – par une « invasion démographique » lente mais inexorable. Sa participation active au Groupe de Shanghai en matière de coopération contre le terrorisme, l'extrémisme religieux et le séparatisme prouve en tout cas sa détermination à peser dans le nouveau jeu centrasiatique.

Quatrième puissance affaiblie mais aux positions encore solides, la Russie, bien installée au Tadjikistan et au Kirghizstan, détermine leur survie économique et politique du moment. Excepté l'Ouzbékistan – et dans une moindre mesure le Turkménistan – les forces armées des républiques sont équipées, entraînées et conseillées par les russes. Sans revenir sur les chapitres précédents, il n'est absolument pas dans les intentions de la Russie d'abandonner son influence, certes déclinante, dans la frange sud de son empire. Pour cela elle recherche une ligne d'action plus cohérente et mise en particulier sur la lutte antiterroriste dont elle voudrait bien être le leader régional ; d'ailleurs les Etats-Unis lui reconnaissent une ancienneté et donc une efficacité certaine sur ce plan et ne comptent pas opérer sans elle dans cette zone.

1.4.3. L'arrivée d'un nouvel acteur capital pour l'Asie centrale, les Etats-Unis.  
C'est logiquement que nous abordons maintenant un cinquième acteur de très grande importance, les Etats-Unis, mais qui à la différence des quatre autres, ne

---

<sup>26</sup> Le grand échiquier, op. cit.

<sup>27</sup> Exxon, Mitsubishi et le China National Petroleum ont un projet d'oléoduc qui relierait le Kazakhstan et l'Ouzbékistan à la côte chinoise.

possède pas, vis-à-vis de l'Asie centrale, leur profondeur culturelle, historique et leur proximité géographique ; pour compenser cela, ils s'appuient sur une supériorité d'ordre technologique, économique guidée par un véritable esprit messianique dont les fers de lance sont la lutte contre le terrorisme et l'instauration de la Démocratie. La présence américaine à travers l'OTAN, le Partenariat pour la Paix (PPP) et une dizaine de bases militaires, constitue un événement récent mais majeur dans la région qui crée des influences, des attentes – surtout économiques – mais également des sentiments de frustration et de radicalisation de certains pays arabes ou mouvances religieuses islamiques. Les autres acteurs potentiels jouent sur le fait que cette présence ne suffira pas à apporter la prospérité, la stabilité politique ainsi que la sécurité militaire en Asie centrale d'autant plus que les américains sont « occupés » ailleurs dans leur croisade contre l'axe du Mal. Ceux-ci en sont conscients et reconnaissent la nécessité de travailler conjointement avec la fédération de Russie sur les enjeux de sécurité régionaux et par conséquent d'accepter un *modus vivendi* avec elle.

#### 1.4.4. Deux puissances régionales potentielles très différentes émergent.

Enfin, le tableau ne serait pas complet si on omettait l'émergence de deux nouveaux acteurs centrasiatiques, le Kazakhstan et surtout l'Ouzbékistan qui essayent d'acquérir une dimension régionale en faisant contrepoids aux puissances classiques, mais leurs possibilités sont relativement limitées. Tout d'abord face aux occidentaux et aux Etats-Unis en particulier sans qui l'essor économique et in fine leur désenclavement et leur développement sont improbables et incertains ; ensuite face à la Russie qui bénéficie de sa proximité géographique, de son poids historique et militaire – même réduits – et pourrait offrir une garantie à leurs régimes autoritaires face aux « extrémismes » politiques et islamistes. Donc, ni l'Ouzbékistan qui possède la population et les forces armées les plus importantes des cinq républiques, ni le Kazakhstan aux ressources énergétiques conséquentes ne paraissent actuellement en mesure de se détacher significativement des influences russes et américaines pour émerger de la scène régionale.

Au total, c'est par conséquent l'indétermination qui semble naître du refus de l'hégémonie russe au plan géopolitique régional, indétermination que la Russie considère comme un enjeu essentiel pour sa sécurité et qu'elle va tenter de lever en réévaluant ses intérêts et ses moyens d'action. Effectivement, par rapport au début des années 1990, la situation a radicalement évolué et la concurrence se fait désormais beaucoup plus rude sur la scène centrasiatique : les acteurs sont plus nombreux que précédemment et on peut en compter trois principaux qui sont la Chine, la Russie et les Etats-Unis, la Turquie et l'Iran n'ayant pas les capacités, l'influence et le potentiel des premiers. Apparemment, les Etats-Unis possèderaient les meilleurs atouts mais « jouent » sur plusieurs tables de jeu – les continents -, la Chine est discrète mais très coriace ; quant à la Russie, ses cartes sont assurément plus faibles qu'à l'époque soviétique, mais certaines de ses combinaisons pourraient être encore décisives. Wladimir Poutine va alors chercher à optimiser le jeu russe d'autant plus que depuis sa perte de contrôle et d'influence de la Caspienne, Moscou connaît un regain d'intérêt pour l'Asie centrale dont il n'entend pas se laisser écarté sans réagir. Pour arriver à ses fins, il vise à rationaliser la politique d'influence russe, la rendant plus pragmatique, faite de concessions mais également d'ambitions sécuritaires et diplomatiques.

La Russie se trouve donc confrontée à un dilemme : elle est politiquement trop faible pour isoler totalement la région de l'extérieur, et financièrement trop pauvre pour en entreprendre seule le développement. D'une manière ou d'une autre, elle doit donc trouver un moyen de s'adapter à la nouvelle réalité post-impériale, tout en contenant les présences turque, iranienne et en tentant de limiter l'influence que l'Amérique exerce sur les capitales nouvellement souveraines. L'objectif n'est donc plus de rétablir l'Empire, mais de créer un nouveau réseau de relations qui constituerait un cadre contraignant pour les jeunes Etats en préservant la domination russe. La CEI qui était l'instrument initialement choisi pour atteindre cet objectif va assez vite céder la place à d'autres organisations régionales sans disparaître pour autant.

## DEUXIEME PARTIE : LES CONCESSIONS ET LE PRAGMATISME DE LA NOUVELLE POLITIQUE RUSSE DE POUTINE.

Les raisons irrationnelles entretenues par Eltsine et son entourage pour cautionner la politique d'influence de la Russie en Asie centrale – à savoir le refus du déclin de l'ex-empire soviétique avec son corollaire le maintien d'une attitude hégémonique – ont brutalement cédé la place à une analyse bien plus pragmatique et à la nécessité pour la Russie de s'adapter aux nouvelles circonstances. Ainsi, la nouvelle doctrine russe guidant la politique étrangère du pays sous la présidence de Poutine qui a été rendue publique en juillet 2000, est caractérisée par un ton anti-américain tout en étant qualifiée de pragmatique par le Président Poutine<sup>28</sup>. Or, l'équilibre entre ces deux objectifs – conserver un statut de grande puissance à l'égal des Etats-Unis, ex-ennemi de la guerre froide, et se mesurer pragmatiquement avec tous les autres acteurs aux plan militaire et surtout économique – sera sans aucun doute délicat à instituer.

Cependant, d'une manière générale, la nouvelle doctrine engage la Russie dans une sorte de retrait géopolitique puisqu'elle abandonne l'un de ses principes fondamentaux en matière de sécurité, celui qui consiste à empêcher les puissances extérieures à installer des bases militaires sur le territoire de l'ex union soviétique. Parallèlement et paradoxalement, un des objectifs essentiels de cette doctrine est aussi l'établissement d'une ceinture d'Etats amis, un glacis protecteur autour de la Fédération de Russie : cette aire vitale couvre en réalité le territoire de l'ex – URSS et on serait tenter d'affirmer que l'on retrouve l'ancien concept du temps de la Guerre Froide, sans aucune plus value, appliqué ici aux républiques centrasiatiques et non plus à l'Europe de l'est.

En vérité il en est tout autrement car V. Poutine ne compte pas se servir de la force militaire – en tout cas comme unique levier – pour arriver à ses fins, mais développer les possibilités économiques, énergétiques et diplomatiques de la Russie dans la compétition qui l'oppose aux autres puissances. Pour cela, le nouveau président va modifier sa stratégie de conviction auprès des Etats de la CEI et particulièrement des Etats centrasiatiques : ainsi l'intégration globale et forcée des Etats de la CEI est remplacée par la recherche d'une intégration à des vitesses et des niveaux différents en privilégiant systématiquement les relations et accords bilatéraux. L'un des objectifs majeurs de Poutine est également de rendre plus cohérent les politiques de sécurité et économique dont les différences voire

---

<sup>28</sup> Vladimir Poutine, depuis son élection, s'est efforcé de renforcer le pouvoir fédéral et de redonner quelque autorité à l'Etat, Hérodote, op. cit.

les contradictions fréquentes depuis 1990 ont fortement fragilisé les positions stratégiques russes. Enfin, en instrumentalisant certaines menaces intrinsèques – surtout la menace islamiste – à l’espace centrasiatique, la fédération de Russie remplit une partie de ses aspirations sécuritaires et réussit à maintenir un pouvoir de pression sur les gouvernements autoritaires en place.

Poutine va aussi bénéficier de l’analyse américaine qui ne souhaite pas exclure la Russie de la région (est-ce d’ailleurs réalisable ?) mais au contraire vise à sa participation active à l’essor régional.

## 2.1. L’INSTRUMENTALISATION DE LA MENACE ISLAMISTE EN ASIE CENTRALE PAR LA RUSSIE.

### 2.1.1. La surestimation des menaces en Asie centrale à des fins politiques.

Les cinq républiques ex-soviétiques centrasiatiques qui peuvent être rangées dans la catégorie des pays en voie de développement ont subi les conséquences négatives du soviétisme puis d’une transition économique chaotique. De plus, les richesses du sous-sol ne sont pas aussi abondantes que prévu<sup>29</sup> et leurs effets attendus sur la situation économique et sociale supposent des réformes qui se heurtent actuellement à l’immobilisme politique et à la personnalisation du pouvoir des dirigeants de certaines républiques. Par ailleurs, certaines menaces bien réelles propres à cette région sont habilement instrumentalisées par Moscou en vue de resserrer ses liens avec les gouvernants et d’asseoir un peu plus sa présence : le levier majeur de cette politique de persuasion russe est la menace islamiste avec son corollaire le risque d’embrasement par un islamisme de masse. Pour tenter de replacer les nouvelles républiques d’Asie centrale dans son giron, Poutine va se présenter comme le garant de leur sécurité, un rempart contre l’islamisme qui les menace. Son premier objectif serait de créer un front commun contre l’intégrisme ce qui lui permettrait d’établir un cordon sanitaire entre l’Afghanistan, le Pakistan et la Russie en matière de drogue et de terrorisme.

---

<sup>29</sup> Les réserves prouvées de la Caspienne (mer et pays) sont estimées à 30 milliards de barils donc légèrement supérieures à celles des Etats-Unis ou de la mer du Nord. Les réserves possibles pourraient être de l’ordre de 235 MdB, soit le quart des réserves prouvées du Moyen-Orient. Les réserves gazières sont équivalentes à celles de l’Amérique du Nord. Le Kazakhstan est le pays qui les meilleures perspectives de développement avec la découverte du gisement de Kashagan en 2000.

Cependant, la menace islamiste doit être analysée avec prudence, puisqu'elle est en partie instrumentalisée, par la Russie mais aussi certains dirigeants<sup>30</sup> des jeunes républiques, à des fins politiques et sécuritaires<sup>31</sup>.

#### 2.1.2. Un islamisme bien présent mais sous haute surveillance.

Il convient de constater que l'islamisme est sous haute surveillance par les régimes politiques en place qui font cependant preuve de modération et de multiples précautions pour éviter tout mécontentement ou soulèvement populaires : en effet, le contrôle de la religion et du clergé va de pair avec leur respect ostentatoire et un laïcisme assez peu militant. D'autre part, les mouvements islamistes sont une réalité indiscutable sur le terrain car ils ont bénéficié, dans leur phase de développement, de contacts avec certains pays du Golfe Persique, l'Inde et le Pakistan par le biais de prédicateurs et d'échanges d'étudiants en théologie. C'est ainsi que se sont implantés plusieurs mouvements actifs islamistes principalement dans les vallées de la Ferghana et du Garm (Tadjikistan).

Au moment des indépendances, il y a eu une tentative de regrouper l'ensemble des militants islamistes autour d'un programme de type « Frères musulmans » qui préconisait l'avènement d'un Etat islamique appliquant la Charia, dans l'espoir de constituer à partir des ex-républiques soviétiques centrasiatiques une unique république islamique, mais celle-ci a échoué. L'espace d'Asie centrale est désormais confronté à trois grands mouvements qui sont le Parti de la Renaissance Islamiste (PRI) du Tadjikistan, le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan (MOI) et le Parti de la Libération Nationale (PLN) également basé en Ouzbékistan. Ceux-ci ont des logiques de pensée et d'action radicalement différentes voire opposées : ainsi, le PRI est surtout d'essence nationaliste tout en se déclarant proche idéologiquement des Talibans ; quant au MOI, interdit par le Président Ouzbek Karimov, il a mené des actions de guérilla à partir de l'Afghanistan et s'est emparé de l'enclave Ouzbek de Sour en territoire Kirghize ; enfin, le PLN basé au sud de l'Ouzbékistan agit principalement par prédication.

---

<sup>30</sup> C'est le cas des leaders ouzbek, kazakh et kirghize qui tentent d'établir des liens entre la menace terroriste et islamiste et l'opposition politique de leur pays.

<sup>31</sup> JAFALIAN Annie, Stratégies de puissance et d'influence, Revue de la Défense Nationale, op. cit.

Il apparaît clairement que ces mouvements possèdent donc une réelle capacité de nuisance qui semblerait plutôt circonscrite au Tadjikistan, au sud du Kirghizstan et à la vallée de la Ferghana. Or, même si un risque d'enracinement n'est pas à exclure dans d'autres régions, l'absence de stratégie commune liée à des moyens d'action somme toute assez limités, pourrait laisser penser que la menace est limitée et contrôlable. Pourtant, la Russie y voit un risque majeur d'instabilité à ses frontières – et sur le flanc sud de la Fédération – qu'elle amplifie volontiers en brandissant le spectre de l'extrémisme religieux ; ceci n'est pas pour déplaire aux régimes en place qui en profite pour renforcer leur pouvoir au détriment d'une ouverture et d'une démocratisation de la vie politique<sup>32</sup>. Cependant, interrogeons-nous sur la probabilité d'extension de l'islamisme qui changerait alors la donne régionale.

### 2.1.3. Vers un islamisme de masse et un complot islamiste<sup>33</sup> ?

La question essentielle est de savoir si l'islamisme d'Asie centrale est susceptible de devenir l'élément fédérateur des frustrations des populations. Soulignons que l'islam dans cette partie de l'Asie ne peut être comparé à l'islam arabe ou iranien dans la mesure où les populations sont surtout d'obédience sunnite, largement imprégnées de Soufisme, tradition privilégiant la vie intérieure plutôt qu'une expression politique radicale. Il faut noter aussi que l'islam centrasiatique est essentiellement limité au Tadjikistan et à l'Ouzbékistan<sup>34</sup> et qu'il ne semble pas devoir s'étendre spontanément aux autres pays. Enfin, semble-t-il, le soviétisme et plus spécifiquement sa version stalinienne ont tenté de « dé islamiser » les populations en sapant les fondements de la religion musulmane, mais ont-ils pour autant réussi à créer l'Homo Soviéticus parfait ? Il est probable qu'un siècle de colonisation ait imposé un vernis communiste, surtout aux élites, mais il n'a pu ébranler des siècles de traditions et de coutumes locales. Cependant, l'islam d'aujourd'hui des cinq « stan » s'est d'une certaine façon vidé de sa substance en

<sup>32</sup> Le président kazakh Nazarbaïev déclarait : « si les fondamentalistes arrivent au pouvoir par la violence au Tadjikistan, s'ils créent un Etat islamique et que cette idéologie gagne l'Ouzbékistan, il y aura un grand danger pour le Kazakhstan (et) si les islamistes franchissent l'obstacle du Kazakhstan, c'est la Russie qui sera touchée », *Spectacle du Monde* janvier 2003, op. cit.

<sup>33</sup> Réel ou imaginaire, le danger islamo-terroriste sert de ciment aux relations Russie- Asie centrale. D'ailleurs, Poutine propose en 2000 la formation d'un organe multilatéral de lutte contre les différentes formes du terrorisme dans l'ex-espace soviétique, *Revue de la Défense Nationale* 2001, op. cit.

perdant une partie de ces rites et pratiques anciens : un décalage important existe maintenant entre l'islam arabe et celui d'Asie centrale mais aussi entre les clergés locaux et les imams arabes venus apporter la parole du prophète.

Pourtant, même relativement hypothétique à l'heure actuelle, cette menace est prise au sérieux par Moscou car elle générerait une instabilité qui pourrait se propager dans la fédération de Russie<sup>35</sup>. Moscou a d'ailleurs dénoncé, à tort ou à raison, un accord entre le MOI, Al-Quaeda et les rebelles tchéchènes qui illustrerait l'idée d'un complot islamique régional se développant à partir de zones favorables pour s'étendre partout. Ceci aboutirait tout naturellement à une augmentation de la menace sécuritaire au sud de la Russie que celle-ci entend compenser automatiquement par un renforcement de sa présence militaire, notamment au Tadjikistan et au Kirghizstan.

Il est tout de même possible d'avancer que, si l'islamisme est en perte de vitesse depuis la défaite des Talibans, le monde souterrain du trafic de drogue, du despotisme, de l'imprégnation mafieuse utilise l'archaïsme des structures sociales ainsi que les divisions ethniques pour se développer et menacer, par là, la stabilité de la région<sup>36</sup>. Enfin, si nous ne voulons pas exagérer le risque islamiste en Asie centrale, il convient aussi de ne pas le sous-estimer, comme nous le rappelle l'attentat de 1999 contre le président ouzbek attribué à des extrémistes religieux.

## 2.2. L'ARGUMENT DE LA SECURITE POUR RENFORCER LA PRESENCE POLITIQUE ET MILITAIRE RUSSE.

### 2.2.1. L'importance stratégique croissante du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan.

Depuis l'année 2000, la ligne d'action russe consiste à offrir sa protection militaire en échange d'une alliance géopolitique et non plus à imposer, par la force et sa position prédominante au sein de la CEI, son leadership militaire. C'est dans ce contexte que se développent les nouvelles relations politiques entre Moscou et Tachkent dont le socle sont les négociations bilatérales avec des avancées récentes en matière de défense aérienne. Certes, il s'agit ici d'une avancée militaire russe bien timide mais Moscou a fort à faire dans cette

---

<sup>34</sup> C'est le cas du parti clandestin « Hizb-out-Tahrir » basé en Jordanie qui achemine en Ouzbékistan du matériel de propagande ; son état-major est relié à des cellules ouzbeks par internet Géopolitique n°72, op. cit.

<sup>35</sup> Les musulmans russes représentent plus de 13% de la population de la Russie et ne manqueraient pas de revendiquer avec plus de vigueur une identité politique et religieuse différente, voir « Le grand échiquier », op. cit.

<sup>36</sup> CAGNAT René, Asie centrale le très grand jeu, Revue de la Défense Nationale, op. cit.

république qui se démarque systématiquement de l'influence russe depuis plus de dix ans en s'appuyant sur l'influence américaine; un des objectifs particuliers est soit d'endiguer soit d'atténuer les vellétés d'implantations de bases américaines en Ouzbékistan. Ce n'est pas pour autant que la Russie renonce à implanter d'autres bases dans les républiques d'Asie centrale qui lui sont plus « favorables » car en situation de dépendance vis-à-vis des forces russes : aussi, au Kirghizstan, les négociations entre russes et kirghizes sur l'installation d'une base russe à Kant, situé à 20 km de Bishrek, ont débuté depuis avril 2003 et tendraient prochainement vers le déploiement d'un dispositif aérien russe autour du futur aérodrome de Kant<sup>37</sup>.

Le Kirghizstan, semble prendre une importance stratégique majeure actuellement et devient le pivot idéal, pour les grands acteurs régionaux, où se jouent des luttes d'influence politico-militaires. Les Américains sont particulièrement intéressés par ce petit pays, à en juger par les sommes énormes consacrées à la réfection de l'aéroport de Bichkek-Manas qui obtient un investissement correspondant à 20% du PIB du pays<sup>38</sup>.

Au-delà du Tadjikistan et dans une moindre mesure du Kirghizstan, pays sensibles à l'argumentation sécuritaire russe, du Turkménistan qui s'impose une stricte neutralité en dehors du giron russe, Moscou porte actuellement ses efforts sur l'Ouzbékistan sans pour autant négliger le Kazakhstan qui demeure son principal atout géostratégique régional.

#### 2.2.2. L'attitude pragmatique de Poutine dans le soutien des dirigeants centrasiatiques et dans l'adhésion à la coalition antiterroriste post 11 septembre.

Poutine, qui a parfaitement compris les implications de la personnalisation du pouvoir dans ces pays, offre plus fondamentalement son soutien à ces régimes autoritaires dans leur lutte contre la menace islamiste, ce qui constitue in fine une garantie quant à leur survie<sup>39</sup>. Il est vrai que la Russie dispose d'avantages sur les Etats-Unis au plan sécuritaire dans cette partie du monde comme le disait un diplomate américain : « imaginez que l'on demande au Congrès d'envoyer des

---

<sup>37</sup> Ce dispositif, selon des sources diplomatiques, comprendrait plusieurs centaines de militaires et une vingtaine d'avions de chasse et d'hélicoptères.

<sup>38</sup> CAGNAT René, *Asie centrale, le très grand jeu*, Revue de la Défense Nationale, op. cit.

troupes en Asie centrale pour garantir la sécurité de la vallée Ferghana ou sur la frontière de l'Afghanistan ». C'est pourtant ce qui est arrivé avec l'intervention américaine en Afghanistan après les attentats du 11 septembre 2001<sup>40</sup> et le président Poutine s'est aussitôt adapté à cet événement géopolitique majeur en délivrant un double message : d'une part, la sincérité de l'adhésion russe à la coalition antiterroriste sous le leadership des Etats-Unis et d'autre part que la Fédération de Russie est incontournable dans l'espace post soviétique, dans le domaine de la sécurité en particulier. On note ici tout le caractère pragmatique du nouveau pouvoir russe qui n'a ni la capacité politique, ni les moyens militaires d'empêcher l'implantation de bases américaines<sup>41</sup>, l'arrivée de soldats américains sur le théâtre afghan ou encore le déroulement des exercices de l'OTAN dans le cadre du PPP. Moscou favorise en conséquence une approche indirecte à une confrontation stérile qui lui permet de justifier son action en Tchétchènie, mais surtout de ne pas s'isoler sur le plan diplomatique – et financier – et de conserver un statut de grande puissance qu'il entend maintenir par la fonction d'arbitre « éclairé » au sein des grands acteurs de l'Asie centrale.

### 2.2.3. L'imprévisibilité des risques de balkanisation et d'implosion.

L'analyse sécuritaire régionale faite par la Russie serait incomplète si nous omettions l'un de ses objectifs essentiels, la recherche d'une stabilité en ex-Asie centrale soviétique synonyme de sécurité dans les républiques musulmanes du sud de la Fédération. Or, la question nationale, héritière du découpage territorial de Staline, est préoccupante dans la région car les nations ont été créées presque exclusivement à partir du critère linguistique au détriment des ethnies. Nations-Etats artificielles, à la recherche de références culturelles et historiques communes, elles seraient menacées de balkanisation et d'implosion.

Ce risque de balkanisation est dû à la composition ethnique des républiques associée au caractère artificiel des frontières qui entraînent la multiplication des conflits territoriaux. En effet, aucune république n'est ethniquement homogène et

---

<sup>39</sup> Ainsi, Islam Karimov déclarait en 1999 que « la Russie est le pays et la puissance dont nous comptons sur le soutien pour maintenir la stabilité et la sécurité dans la région », voir JAFALIAN Annie, *La nouvelle version du Grand Jeu*, op. cit.

<sup>40</sup> Ce qui se poursuit avec la coalition anglo-américaine en Iraq.

<sup>41</sup> ACHKAR Gilbert, *Jeu triangulaire entre Washington, Moscou et Pékin*, *Le monde diplomatique*, décembre 2001, pp.18-19.

les minorités sont majoritaires dans certaines parties du territoire : ainsi, Samarcande et Boukhara en Ouzbékistan, sont clairement revendiquées par le Tadjikistan ; la vallée de la Ferghana concentre des facteurs hautement bellogènes avec trois enclaves minoritaires au Kirghizstan, deux ouzbeks et une tadjik ; les populations russes ou d'origine russe sont majoritaires au nord du Kazakhstan. Actuellement, de nombreuses revendications territoriales ont vu le jour<sup>42</sup>, mais constatation encore plus grave, une xénophobie des ethnies dominantes à l'égard des groupes minoritaires se confirme.

A long terme, le danger existe d'un renforcement des identités nationales et l'invention parfois d'une continuité historique<sup>43</sup> ; par ailleurs, si le principe de l'intangibilité des frontières est reconnu, il n'en est pas de même de leur tracé qui provoque de multiples altercations. Dans ce contexte particulier, l'Ouzbékistan est considéré par la Russie et les autres républiques, comme un fauteur de troubles potentiel de par son poids démographique, le nombre d'Ouzbeks résidant à l'extérieur du territoire et l'importance de son armée, ce qui expliquerait les efforts diplomatiques actuels russes pour faire pression sur ce pays.

Le deuxième risque d'implosion est tout aussi redoutable car c'est l'aspect le moins connu de la vie des républiques et donc le facteur d'instabilité le plus imprévisible. Il provient de la difficulté des Etats à surmonter leurs clivages régionaux, claniques, tribaux ou géographiques. Aucun Etat n'est épargné avec l'Ouzbékistan divisé en trois régions, le Kazakhstan en trois « hordes », le Turkménistan en trois tribus et le Kirghizstan marqué par une fracture sud-nord. Cette question nationale et son double risque de balkanisation et d'implosion font ressurgir au grand jour l'histoire ancienne des Khanats d'Asie centrale avec toute leur complexité et leurs rivalités, que Staline avait tenté d'effacer sous le dogme communiste, mais a priori en vain. Poutine, conscient des menaces induites par cette situation, tente de les juguler en étant personnellement très présent sur le terrain diplomatique.

---

<sup>42</sup> On ne compte pas moins de 130 litiges frontaliers entre Tachkent et Bichkek, ROUBINSKI Youri, Les Etats d'Asie centrale face au problème de l'islamisme, op. cit.

<sup>43</sup> C'est le cas de l'Ouzbékistan et de son président Karimov qui fait de nombreuses références à Tamerlan.

## 2.3. LES INITIATIVES DIPLOMATIQUES DU KREMLIN.

### 2.3.1. Les tentatives russes de bâtir une sécurité collective régionale sous leur autorité.

Depuis son arrivée au pouvoir, le président Poutine a entrepris de nombreuses initiatives diplomatiques qui semblent souligner la réaffirmation des capacités asiatiques de la Russie tout en remettant au premier plan la double dimension européenne et asiatique de ce grand pays. L'intérêt de V. Poutine pour la région centrasiatique et plus globalement la zone au sud de son territoire, s'est confirmé dès son accession au pouvoir en consacrant ses toutes premières visites officielles à plusieurs républiques d'Asie centrale et de la mer Caspienne<sup>44</sup>. Après cette première approche bilatérale, cet intérêt russe s'est encore accentué après le 11 septembre 2001, en deux temps, autour des outils de sécurité collective régionaux.

La première phase a eu lieu avant la visite du président Bush de mai 2002 en Russie avec le sommet de la Communauté économique eurasiatique et du Traité de sécurité collective<sup>45</sup> (TSC) qui devaient servir tous deux de noyaux durs économique et militaire en redonnant vigueur à la CEI « moribonde ». Pourtant, l'intention de Poutine était moins de sauver la CEI déjà considérée comme une coquille vide, mais plutôt de renforcer les capacités et la dimension politique du TSC : effectivement, celui-ci paraît devenir une organisation internationale avec Poutine comme président du conseil, puis sera doté d'organes militaires et de forces militaires, dont les premières manœuvres baptisées « bouclier méridional de la Communauté » ont déjà eu lieu. Ultérieurement, le TSC pourrait peut-être devenir une alternative au PPP et donc à l'OTAN dans la zone centrasiatique.

La deuxième phase s'est déroulée après la visite officielle du président américain avec le sommet de l'Organisation de Shanghai<sup>46</sup> (OCS), créée en 1996 pour lutter contre le terrorisme, l'extrémisme religieux et les mouvements séparatistes en Asie. Poutine a là aussi parfaitement saisi tout le bénéfice qu'il y avait à prendre la tête de la croisade anti-terroriste asiatique pour, en quelque sorte, créer un contrepoids aux initiatives et actions américaines dans la région d'autant que

---

<sup>44</sup> Il a choisi l'Ouzbékistan pour son premier voyage officiel à « l'étranger proche » en 2000, puis suivent la même année le Turkménistan et le Kazakhstan, *Géopolitique* n°72, op. cit.

<sup>45</sup> Le TSC comprend la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et la Biélorussie.

<sup>46</sup> L'OCS comprend la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, la Chine et a été rejoint récemment par l'Ouzbékistan.

l'entrée dans l'OCS intéresseraient l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Turquie qui sont peu ou prou confrontés aux problèmes liés au terrorisme, au fanatisme religieux et surtout aux velléités séparatistes. Mais des divergences majeures subsistent au sein de l'OCS car, si la RPC et la Russie semblaient partager la même crainte devant la montée du péril islamiste, pour Pékin, l'objet principal de l'OCS était bien d'exclure la puissance américaine de ses frontières occidentales en Asie centrale. Il est évident que ces divergences ont affaibli et continuent à affaiblir l'OCS<sup>47</sup>.

### 2.3.2. L'idée d'une Russie incontournable pour la sécurité de la région.

Nous assistons donc à une reprise de l'initiative de Moscou, face aux événements se déroulant en Asie centrale et en Afghanistan, qui traduit d'une part sa volonté de façonner un glacis protecteur sur ses frontières sud en s'entourant d'un réseau d'Etats amis par le biais du TSC, et d'autre part, à partir de l'OCS, le désir d'entretenir l'idée auprès des principaux acteurs géopolitiques que la Russie est incontournable pour résoudre les questions liées à la sécurité dans cette région. Il est intéressant de se rappeler que la création de l'OCS avait été interprétée comme le signe d'un rapprochement entre la Russie et la Chine, alors que le modus vivendi avec les Etats-Unis après le 11 septembre 2001 fut compris comme une alliance de revers de la Russie. La récente relance diplomatique de l'OCS par le Kremlin signifierait-elle donc un nouveau renversement des alliances et un retour vers l'Empire du milieu ? Il est probable que cette analyse est un peu trop simpliste car les Russes n'ont pas les moyens de se priver de l'une de ces deux grandes nations dont ils dépendent financièrement ou commercialement ; de plus, s'ils avaient à choisir entre l'un ou l'autre, cela pourrait être considéré comme un signe d'allégeance et par conséquent une perte avérée de son statut de grande puissance. Moscou a contrario veut s'imposer dans un rôle d'arbitre mondial renoué, de premier plan, en mettant en cohérence sa situation intérieure, ses ambitions politique et sécuritaire et son poids économique et commercial.

---

<sup>47</sup> NIQUET Valérie, La politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois, les cahiers de Mars, n°173, 2002, pp.127-135.

Il semble donc que Poutine, dans son souci de rétablir la puissance russe sur la scène internationale, en tant que puissance politique et non pas uniquement en fonction d'intérêts stratégiques, ait choisi un nouveau positionnement plus équilibré – moins exclusivement orienté en direction de la RPC – et ceci tout particulièrement après le 11 septembre<sup>48</sup>.

Quoi qu'il en soit, Poutine bâtit peu à peu sa « mini » coalition politique sur la base du TSC et de l'OCS dont il est le leader indiscutable, à partir de laquelle il voudrait créer une organisation régionale militaire<sup>49</sup>

## 2.4. LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU ROLE D'ARBITRE EN ASIE CENTRALE.

### 2.4.1. Les deux cartes maîtresses de la Russie.

Sans avoir à choisir entre les Etats-Unis ou la Chine, Moscou doit cependant composer avec ces deux nations qui contribuent à l'amélioration de sa situation intérieure que Poutine considère comme primordiale avant d'engager toute action de puissance aux plans politique et militaire. Pourtant, il est vrai que la Chine provoque des inquiétudes particulières dues à sa fantastique croissance économique actuelle et à son poids démographique considérable : plus précisément, la Russie craint que la Sibérie, grand espace quasiment vide de population russe mais au sous-sol très riche en matières premières, ne soit colonisée par la Chine qui pourrait y voir un débouché naturel pour son trop plein démographique et sa recherche de croissance<sup>50</sup>.

Or, le Kremlin, dont la marge de manœuvre est limitée, veut de prépositionner en tant qu'intermédiaire ou arbitre en Asie centrale. Pour cela, il possède deux cartes maîtresses qui contribuent directement au maintien du statut de grande puissance de la Russie :

- celle-ci est tout d'abord le 2<sup>ème</sup> producteur de pétrole au monde et elle agit indépendamment de l'OPEP, ce qui renforce son rôle énergétique vis-à-vis des Etats-Unis qui cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement, notamment à réduire leur dépendance de l'Arabie Saoudite ;

---

<sup>48</sup> Ibid.

<sup>49</sup> Celle-ci naîtra peut-être en mai 2003, date du prochain sommet des Etats Indépendants.

<sup>50</sup> Le déséquilibre démographique entre les deux pays ne cesse de s'accroître. La population russe compte aujourd'hui 145 millions de personnes et pourrait tomber à 138 millions en 2025. A l'inverse, la population chinoise devrait croître au rythme de 16 millions de personnes par an et atteindre 1,4 milliard d'habitants en 2010.

- elle est aussi le 1<sup>er</sup> exportateur d'armes au monde – entre 30 et 50% du marché mondial – et la Chine est l'un de ses meilleurs clients à qui elle dispense une coopération militaire et technique. C'est même le principal client du complexe militaro-industriel russe. Elle représente, en moyenne, 40% des exportations d'armes de la Russie pour un montant annuel estimé en 2000 à plus d'un milliard de dollars<sup>51</sup>.

Dans les deux cas, Moscou ne peut se passer des avantages et bénéfices que ces positions privilégiées lui apportent, d'autant qu'elles sont absolument vitales pour le développement intérieur de son pays. Parallèlement à cela, le président Poutine veut constituer un croissant de stabilité mondiale autour des deux piliers que sont l'OTAN et l'OCS en y incluant le cas échéant d'autres systèmes de sécurité collective régionaux comme par exemple l'Union Européenne. En souhaitant une coopération plus étroite entre les différentes organisations politico-militaires en charge des problèmes de sécurité, la Russie se place donc sur un pied d'égalité avec les nations qui soutiennent d'autres systèmes de sécurité collective que le TSC et l'OCS et par ailleurs, leur signifie que rien ne pourra se faire au plan de la sécurité en Asie centrale sans elle ni sans le TSC et surtout l'OCS.

#### 2.4.2. La prédominance du critère économique sur l'aspect militaire dans les enjeux actuels de sécurité en Asie centrale.

Outre cet aspect sécuritaire, la question pétrolière est remarquable dans cette quête de compromis entre la Russie et les Etats-Unis. Certes, des frictions subsistent même si les blocages politiques antérieurs, sous Eltsine, en matière de décisions énergétiques ont presque disparu. En effet, les itinéraires d'évacuation du pétrole kazakh et du gaz turkmène restent un enjeu commercial majeur, mais la compétition s'atténue au profit des solutions les moins onéreuses et risquées<sup>52</sup>, ce qui semblerait indiquer que la logique économique l'emporte progressivement sur le critère géopolitique<sup>53</sup>. C'est à l'évidence un important changement de portage de la politique de sécurité russe qui préconise désormais la stratégie indirecte au lieu de l'affrontement, en employant en cohérence tous les leviers tels que les

---

<sup>51</sup> NIQUET Valérie, La politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois, les cahiers de Mars, n° 173, 2002, pp.127-135.

<sup>52</sup> Nous pensons au projet d'oléoduc par l'Afghanistan et le Pakistan qui ne serait plus à l'ordre du jour.

atouts commerciaux, énergétiques et diplomatiques, et vise au final à l'efficacité et au pragmatisme.

La politique russe en matière d'énergie a considérablement évolué, en témoigne l'émergence de compagnies pétrolières et gazières privées russes – Loukoil et Yukos – dont l'attitude est beaucoup plus conciliante avec la recherche de profit en ligne de mire<sup>54</sup> : ainsi, le projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) tant redouté et repoussé par les Russes, va débiter cette année pour une réalisation prévue en 2005. Il y a également plus de conciliation de la part des américains qui admettent maintenant la pluralité des voies d'évacuation et chercheront probablement à réduire leur dépendance du Golfe Persique par les ressources russes et leurs voies d'évacuation<sup>55</sup>. Il est en effet vital pour eux de maintenir, voire d'augmenter leur niveau de consommation tout en contrôlant la croissance chinoise et in fine sa puissance future. Enfin, la Russie a également des projets avec la Chine, le plus important étant celui de la construction d'un oléoduc sibérien qui alimenterait la Chine qui espère par tous les moyens garder son niveau de croissance actuel.

Il apparaît donc indéniable que la Fédération de Russie a une fenêtre d'opportunité à saisir dans le domaine énergétique vis-à-vis des Etats-Unis et des Chinois et à ce titre, l'Asie centrale représente un carrefour stratégique tant pour les ressources qui s'y trouvent que pour les voies d'acheminement, oléoducs et gazoducs, actuelles et futures. Au même titre que Moscou essaye de se tailler un rôle d'arbitre sur mesure, aux plans diplomatique et politique, dans cette région du monde, il tente de devenir l'intermédiaire incontournable dans les domaines énergétique et du transit des matières premières voire de l'ensemble des voies de communication régionales. C'est un pari ambitieux que le président Poutine a commencé à relever et qui pour l'instant semble se cristalliser en Asie centrale, zone soumise à toutes les influences, excès et espoirs de tous ordres.

Poutine s'engage aussi à réduire les dépendances russes envers les réseaux et infrastructures étrangers en privilégiant les installations nationales par des tarifs et des modalités attractives, et ce pour faire de la Russie le pays le plus intéressant

---

<sup>53</sup> Certains investisseurs occidentaux souhaiteraient une implication plus forte de Moscou dans l'exploitation pétrolière plutôt que de l'en tenir écartée, au risque de susciter des frustrations, génératrices d'instabilité.

<sup>54</sup> Les majors pétrolières russes privées, notamment Loukoil, tendent à se doter de plus en plus de leurs propres « tubes » et flottes de tankers, Hérodote, op. cit.

de la région pour les investisseurs étrangers. En fait, il met peu à peu au point un vaste programme de réorganisation de ses propres réseaux<sup>56</sup>.

2.4.3. Poutine doit à présent parvenir à convaincre les nouvelles républiques de ses bonnes intentions.

Il est clair que les résultats obtenus par la Russie dans cette partie du monde auront valeur de test primordial quant à sa capacité à rester une puissance majeure, notamment aux yeux des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. Mais cela est aussi une affaire de culture et d'image, et sur ces points elle a encore beaucoup à faire pour vaincre les réticences affichées par les dirigeants des républiques sur son retour. La réussite de son projet devra passer d'abord par l'amélioration de son image de grande nation ternie par les guerres de Tchétchénie ainsi que par la dégradation constante de son environnement naturel. Elle reposera ensuite sur la capacité du pouvoir russe actuel à convaincre les dirigeants des républiques de s'engager dans des réformes politiques et économiques sous peine d'exacerber l'hostilité d'une frange croissante de leur population. Poutine devra également convaincre les dirigeants de mener une lutte contre l'islamisme plutôt culturelle, religieuse, en s'appuyant sur des musulmans modérés. Puis, c'est sans aucun doute le défi le plus dur à relever, la réussite russe dépendra de la puissance d'attractivité de son modèle de société alors que les habitants sont de plus en plus influencés par les modèles occidentaux. Pourtant, la Russie prise comme pôle de rééquilibrage potentiel de la zone, peut donc acquérir une importance nouvelle et plus légitime<sup>57</sup>.

A la recherche de son nouveau rôle d'arbitre en zone centrasiatique, le chemin est certainement long à parcourir tant les capacités d'influence et de conviction des Russes se sont érodées au cours de ces dix dernières années même si les initiatives menées récemment sont nombreuses et généralement parfaitement lucides et ciblées. Pourtant, si la Russie veut tendre vers la définition du rôle d'arbitre relative au président de la République Française dans la constitution de la 5<sup>ème</sup>

---

<sup>55</sup> Ainsi, le vice-président de Chevron déclarait en 2000 : « ce sont les réalités commerciales et non les impératifs des perceptions géopolitiques qui doivent déterminer la construction de Bakou-Ceyan ».

<sup>56</sup> Ainsi, le CTC (Consortium de Tubes de la Caspienne) relie les gisements nord-kazakhs au nouveau terminal pétrolier de Novorossiisk dont la capacité initiale de 28 Mt sera ultérieurement portée à 67 Mt, Hérodote, op. cit.

<sup>57</sup> NIQUET Valérie, La politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois, les cahiers de Mars, n°173, 2002, pp.127-135.

République, elle va devoir se montrer irréprochable, au dessus des autres nations et faisant preuve du recul et de la sagesse inhérents à toute grande nation. Le président Poutine ne devra pas aussi être tenté par le retour à une politique néo-impérialiste dans l'ex-espace soviétique, idée de plus en plus répandue actuellement, en Russie et dans son entourage, ni limiter son action à un simple pouvoir de nuisance et d'agitation du chaos. Le président Poutine a montré à tous qu'il maîtrisait à la perfection ce que Gerald Segal appelle l' « Art du théâtre diplomatique » en parvenant à imposer l'idée que les faiblesses de son pays pouvaient avoir des conséquences si néfastes pour le monde extérieur, notamment sa proche périphérie, que celui-ci avait tout intérêt à le soutenir et à le ménager<sup>58</sup>. Il a donc su transformer la faiblesse conjoncturelle de la Russie en puissance trompe l'œil qui ne saurait satisfaire les républiques d'Asie centrale trop longtemps.

## CONCLUSION

Même s'il est indéniable que la Russie n'est plus une grande puissance au regard des standards récents plus orientés vers l'économie ou la haute technologie, elle souhaiterait en conserver le statut et rester un acteur majeur tout particulièrement en Asie centrale, lieu où pourrait se cristalliser les poussées extrémistes, démographiques mêlées à des influences extérieures puissantes. « L'incroyable alliance » entre la Russie et les Etats-Unis qui se confirme depuis plus d'un an et qui se dessinait depuis plusieurs années, confirme de manière éclatante que la

---

<sup>58</sup> DE TINGUY Anne, La Russie entre puissance et impuissance, Revue internationale et stratégique, op. cit.

Russie possède bien un double visage européen et asiatique. Nous assistons par ailleurs à un véritable tournant de la politique russe en Asie centrale qui, réactive et défensive sous Boris Eltsine, est caractérisée par la volonté d'initiative et donc une meilleure liberté d'action sous Vladimir Poutine.

Poutine a peut-être su transformer la faiblesse relative de la Russie en puissance ou tout au moins en pouvoir de nuisance, source capitale d'influence en Asie centrale et cela fonctionne apparemment car les dirigeants des républiques évitent désormais les provocations directes avec le Kremlin.

L'alliance actuelle entre Russes et Américains correspond, il est vrai, à des intérêts en commun, la lutte contre les fanatismes religieux notamment, mais des interrogations subsistent :

- le risque stratégique pris par Moscou à travers son retrait géopolitique de la région et l'installation possible à long terme des Etats-Unis vont-ils entraîner une menace réelle sur sa capacité d'influence ?

- la Russie, même alliée aux Etats-Unis tout en coopérant étroitement avec la Chine, pourra-t-elle faire face aux menaces intrinsèques à cette région de l'Asie que sont le trafic de drogue, le crime organisé, la prolifération d'armes de destruction massive... ?

- la Russie, tentée de retrouver sa grandeur passée, ne voudra-t-elle pas revenir à une culture néo-impérialiste d'ingérence et de non-respect dans les républiques d'Asie centrale ? Le président Poutine ne déclarait-il pas tout récemment que l'ère des concessions qui avait débuté lors de l'effondrement de l'URSS et qui s'est poursuivie avec l'installation de bases américaines en Asie centrale, était presque révolue !

En réponse à ces doutes, la Russie compte sur la modification des équilibres régionaux<sup>59</sup> à son profit et sur l'avènement de l'OCS qui pourrait remplacer à terme la CEI. Elle met aussi beaucoup d'espoir dans ses relations bilatérales avec les républiques d'Asie centrale tout en ayant recours à l'arme économique par la prise de participations dans le capital d'entreprises stratégiques au plan énergétique.

Mais la concurrence sera rude, à en juger par le projet européen baptisé « route de la soie du 21<sup>ème</sup> siècle », visant à constituer une voie de pénétration continentale

---

<sup>59</sup> L'échec relatif du GUUAM avec le retour de l'Ouzbékistan en particulier vers la Russie est assez éloquent.

vers la Chine et l'Asie du Sud-Est en évitant l'Iran et la Russie<sup>60</sup>. La marge de manœuvre de Poutine est aussi particulièrement étroite face à une possible volonté américaine de mettre sous tutelle l'Asie, notamment l'Asie centrale, tant que leur lutte contre le terrorisme et les extrémismes n'est pas gagnée<sup>61</sup>. D'ailleurs, selon un dicton local, « un chameau chargé d'or fait tomber n'importe quelle forteresse » ; l'Asie centrale cèdera-t-elle au dollar ?

Cependant, les approches économique et géopolitique ne sont certainement pas les seuls leviers pour préserver la sécurité dans cette région. Il est raisonnable de penser que le développement politique, social et économique des républiques centrasiatiques complété par une aide à l'éducation des populations, sera encore la meilleure garantie de sécurité pour la Russie.

Enfin, nul ne peut prétendre aujourd'hui que l'intérêt des occidentaux pour l'Asie centrale depuis une dizaine d'années va perdurer et aider à sa reconstruction politique et économique. En tout état de cause, cette zone est potentiellement « bellogène » de par sa crise économique et sociale, sa pression démographique, ses tensions ethniques et la présence de mouvements islamistes. Il paraît clair que stabilité ne peut plus désormais être la préoccupation d'un seul pays, aussi puissant soit-il. La Russie devra probablement encore composer pendant longtemps avec la communauté internationale, notamment la Chine et les Etats-Unis, et poursuivre sans relâche ses efforts dans la voie d'une plus grande sécurité collective régionale et d'une meilleure rationalisation des transits énergétiques au plan international. La Sécurité pour la Russie, dans cette région, est désormais, quasi exclusivement, une affaire liée à la diplomatie et à l'économie, complétées éventuellement par le volet militaire traditionnel.

---

<sup>60</sup> Les deux volets de ce projet sont le TRACECA (Transport Corridor Europe Caucasus Asia) et l'Inogate pour les « tubes », et ils sont capables de rompre définitivement la situation de quasi-monopole des réseaux dont bénéficiait la Russie, Hérodote, op. cit.

---

<sup>61</sup> NIQUET Valérie, Vers une recomposition du paysage stratégique en Asie après les attentats du 11 septembre 2001? , op. cit.

## BIBLIOGRAPHIE

## Documents Primaires

- ~ « Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000 ;
- ~ Rapport d'information du Sénat n°320 (2000/01) - Commission des Affaires Etrangères : « l'Asie centrale : 10 ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan », 10 mai 2001 ;
- ~ Rapport du comité IV de la 54<sup>ème</sup> session de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale : « enjeux actuels et à venir de l'Asie Centrale », mai 2002 ;
- ~ Mémoire de GUION DE MERITENS Isabelle CE, CID 9<sup>ème</sup> promotion, sur « la Russie et les enjeux de sécurité en Asie Centrale : permanence ou nouvelle donne géopolitique après le 11 septembre ? », 2002, 66 p.

## Ouvrages

- ~ BOYER Yves & FACON Isabelle, La politique de sécurité de la Russie : entre continuité et rupture, Paris, Ellipses FRS, 2000, 225 p. ;
- ~ BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde, Bayard, 1997, 273 p. ;
- ~ CARRERE d'ENCAUSSE Hélène, La Russie Inachevée, Paris, Fayard, 2000, 320 p. ;
- ~ CHAUPRADE Aymeric, Dictionnaire de géopolitique, Paris, Ellipses, 1998, 620 p. ;
- ~ CHUVIN Pierre, Asie Centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam, Paris, le Monde, 1998, 191 p. ;
- ~ REZA DJALILI Mohammad et KELLNER Thierry, Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, Presses Universitaires de France, 2001, 311 p. ;
- ~ REZNITCHENKO Vladimir, La Russie de A à Z : petit vocabulaire illustré, Moscou, RIA ( Agence d'Information de Russie ), 1998, 283 p. ;
- ~ ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, Paris, Economica, 1999, 108 p. ;
- ~ ROY Olivier, L'Asie Centrale contemporaine, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 127 p.

## Périodiques

- ~ Atlas du monde diplomatique, 2003, 194 p. ;
- ~ *La Russie face aux défis de l'Islam*, Le spectacle du monde, n°486, janvier 2003, pp.32-59 ;
- ~ ROUBINSKI Youri, Les Etats de l'Asie Centrale face aux problèmes de l'Islamisme, Géopolitique, n°72, décembre 2000, pp.44-53 ;
- ~ *Caucase et Asie centrale*, Géopolitique, n°79, 2002, 90 p. ;
- ~ Asie Centrale, mouvements nationaux et stratégies d'influence ( 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties), Revue de la défense nationale, 2001-7 et 2001-8/9, 2001, pp.97-128 et pp.65-96 ;

- ~ CAGNAT René, « Asie Centrale : le très grand jeu », Revue de la défense nationale, 2002-3, 2002, pp.27-38 ;
- ~ « *L'Asie Centrale : vers un nouveau grand jeu ?* », Revue internationale et stratégique, n°34, 1999, pp.67-207 ;
- ~ FACON Isabelle, Vladimir Poutine face à son armée, Les actualités de Sofarus, n°4, mars 2001;
- ~ FACON Isabelle, La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident, Annuaire Français de relations internationales, Bruxelles, 2001, vol. 2, pp.733-754 ;
- ~ JAFALIAN Annie, Russie, Etats-Unis, Asie Centrale : la nouvelle version du grand jeu, Annuaire stratégique et militaire, 2002, pp.55-68 ;
- ~ LACOSTE Yves et RADVANYI Jean, Réseaux de transport, réseaux d'influence, nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie, Hérodote, La Russie dix ans après, n°104, 2003, pp.3-26 et pp.38-59 ;
- ~ NIQUET Valérie, Vers une recomposition du paysage stratégique en Asie après les attentats du 11 septembre, La Revue Internationale et Stratégique, n°44, hiver 2001-2002, pp.63-68 ;
- ~ NIQUET Valérie et DUBIEN Arnaud, La politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois, Cahiers de Mars, dossier spécial Russie, n°173, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp.127-135 ;
- ~ ROUBINSKI Youri, « La communauté des Etats indépendants : mythe ou réalité », Cahiers de Mars, dossier spécial Russie, n°173, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp.42-48 ;
- ~ De TINGUY Anne, « La communauté des Etats indépendants existe-t-elle vraiment ? », Cahiers de Mars, dossier spécial Russie, n°173, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp.49-57 ;
- ~ De TINGUY Anne, La Russie entre puissance et impuissance, La Revue Internationale et Stratégique, n°38, été 2000, pp.207-219 ;
- ~ De TINGUY Anne, Russie - Asie centrale : la fin d'un étranger proche, La Revue Internationale et Stratégique, n°34, été 1999, pp.117-127 ;
- ~ De TINGUY Anne, « Les nouveaux Etats indépendants et la Caspienne : l'apprentissage d'une nouvelle vie internationale », Cahiers d'étude sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien, n°23, janvier- juin 1997.

#### Articles de Presse

- ~ « Au centre de la périphérie, enjeux actuels et à venir de l'Asie Centrale », Armées d'aujourd'hui, n°273, septembre 2002 ;
- ~ « Bush et Poutine sont-ils de mèche ? », Courrier International, 4 mars 2002 ;
- ~ « Washington s'énerve, Téhéran aussi », Courrier International, 4 février 2002 ;
- ~ « Les Russes se sentent usés par Washington », Le Figaro, 2/3 février 2002, p.4 ;
- ~ « La guerre de Karimov contre les islamistes », Le Figaro, 5/6 janvier 2002 ;
- ~ « BBC Monitoring US presence in Central Asia may further fragment region », Panorama, Almaty in Russian, December 28, 2001 ;

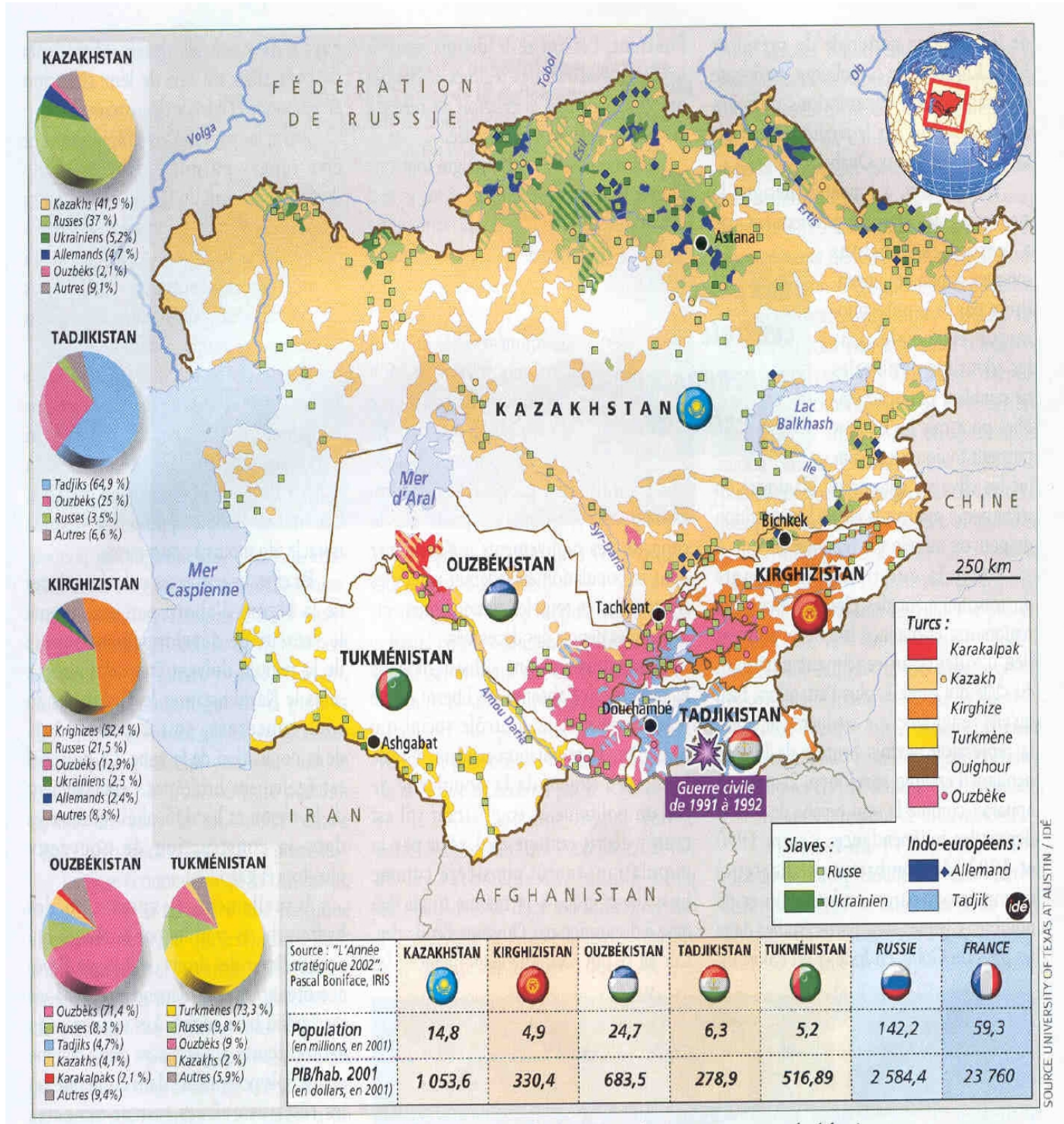
- ~ « 10 ans après la fin du communisme, la Russie face à son passé soviétique », le Monde Diplomatique, décembre 2001, pp.8-9 ;
- ~ « Le jeu triangulaire entre Washington, Moscou et Pékin », Le Monde Diplomatique, décembre 2001, pp.18-19 ;
- ~ « Le nouveau grand jeu », Le Monde Diplomatique, novembre 2001, p.16 ;
- ~ « L'étoile montante ouzbèke », Le Monde Diplomatique, novembre 2001 ;
- ~ « Pourquoi Moscou a-t-il saisi la balle au bond ? », Le Monde Diplomatique, novembre 2001, pp.14-15 ;
- ~ « La Russie en quête d'un nouveau rôle », Le Monde Diplomatique, mai 2001, pp.4-5 ;
- ~ « Abécédaire de l'Asie Centrale », Le Monde Diplomatique, janvier 2001, pp.16-17.

#### Sites Internet

- ~ <http://www.senat.fr> ;
- ~ <http://www.lemonde.fr> ;
- ~ <http://www.ensta.fr> ;
- ~ <http://www.strategic-road.com> ;
- ~ <http://www.iwpr.net> ;
- ~ <http://www.eurasianet.org> ;
- ~ <http://www.diploweb.com>.

INTRODUCTION	4
PREMIERE PARTIE : LES FAIBLESSES DE LA VISION SECURITAIRE DE LA RUSSIE D'ELTSINE.	7
1.1. LA PREDOMINANCE DE LA SECURITE MILITAIRE.	8
1.1.1. Le rempart du Kazakhstan.	8
1.1.2. Le cas particulier du conflit tadjik.	9
1.1.3. L'échec russe au Turkménistan et en Ouzbékistan.	9
1.2. LE MANQUE DE COHERENCE DE LA POLITIQUE RUSSE AU PLAN ECONOMIQUE ET COMMERCIAL.	10
1.2.1. L'impérialisme économique russe.	10
1.2.2. Les graves contradictions internes du gouvernement russe.	11
1.2.3. Le recentrage sur le Kazakhstan.	12
1.2.4. Le désordre des organisations régionales à caractère économique.	12
1.3. LA DESINTEGRATION DE L'ETRANGER PROCHE.	13
1.3.1. Un repli massif et général de la Russie.	13
1.3.2. La fin du « privilège économique » russe en Asie centrale.	14
1.3.3. La déliquescence de la culture et de l'identité russes en Asie centrale.	14
1.4. LE REFUS DE L'HEGEMONIE SECURITAIRE RUSSE ET SES CONSEQUENCES.	15
1.4.1. La naissance d'un nouveau « grand jeu » très incertain.	15
1.4.2. Quatre acteurs régionaux entrent en compétition pour l'Asie centrale.	16
1.4.3. L'arrivée d'un nouvel acteur capital pour l'Asie centrale, les Etats-Unis.	17
1.4.4. Deux puissances régionales potentielles très différentes émergent.	18
DEUXIEME PARTIE : LES CONCESSIONS ET LE PRAGMATISME DE LA NOUVELLE POLITIQUE RUSSE DE POUTINE.	19
2.1. L'INSTRUMENTALISATION DE LA MENACE ISLAMISTE EN ASIE CENTRALE PAR LA RUSSIE.	21
2.1.1. La surestimation des menaces en Asie centrale à des fins politiques.	21
2.1.2. Un islamisme bien présent mais sous haute surveillance.	22
2.1.3. Vers un islamisme de masse et un complot islamiste ?	23
2.2. L'ARGUMENT DE LA SECURITE POUR RENFORCER LA PRESENCE POLITIQUE ET MILITAIRE RUSSE.	24
2.2.1. L'importance stratégique croissante du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan.	24
2.2.2. L'attitude pragmatique de Poutine dans le soutien des dirigeants centrasiatiques et dans l'adhésion à la coalition antiterroriste post 11 septembre.	25
2.2.3. L'imprévisibilité des risques de balkanisation et d'implosion.	26
2.3. LES INITIATIVES DIPLOMATIQUES DU KREMLIN.	28
2.3.1. Les tentatives russes de bâtir une sécurité collective régionale sous leur autorité.	28
2.3.2. L'idée d'une Russie incontournable pour la sécurité de la région.	29
2.4. LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU ROLE D'ARBITRE EN ASIE CENTRALE.	30
2.4.1. Les deux cartes maîtresses de la Russie.	30
2.4.2. La prédominance du critère économique sur l'aspect militaire dans les enjeux actuels de sécurité en Asie centrale.	31
2.4.3. Poutine doit à présent parvenir à convaincre les nouvelles républiques de ses bonnes intentions.	33
CONCLUSION	34
BIBLIOGRAPHIE	38
Documents Primaires	38
Ouvrages	38
Périodiques	38
Articles de Presse	39
Sites Internet	40

ANNEXE 1 : l'Asie centrale, une mosaïque de peuples, Armées d'aujourd'hui n°273, op. cit.

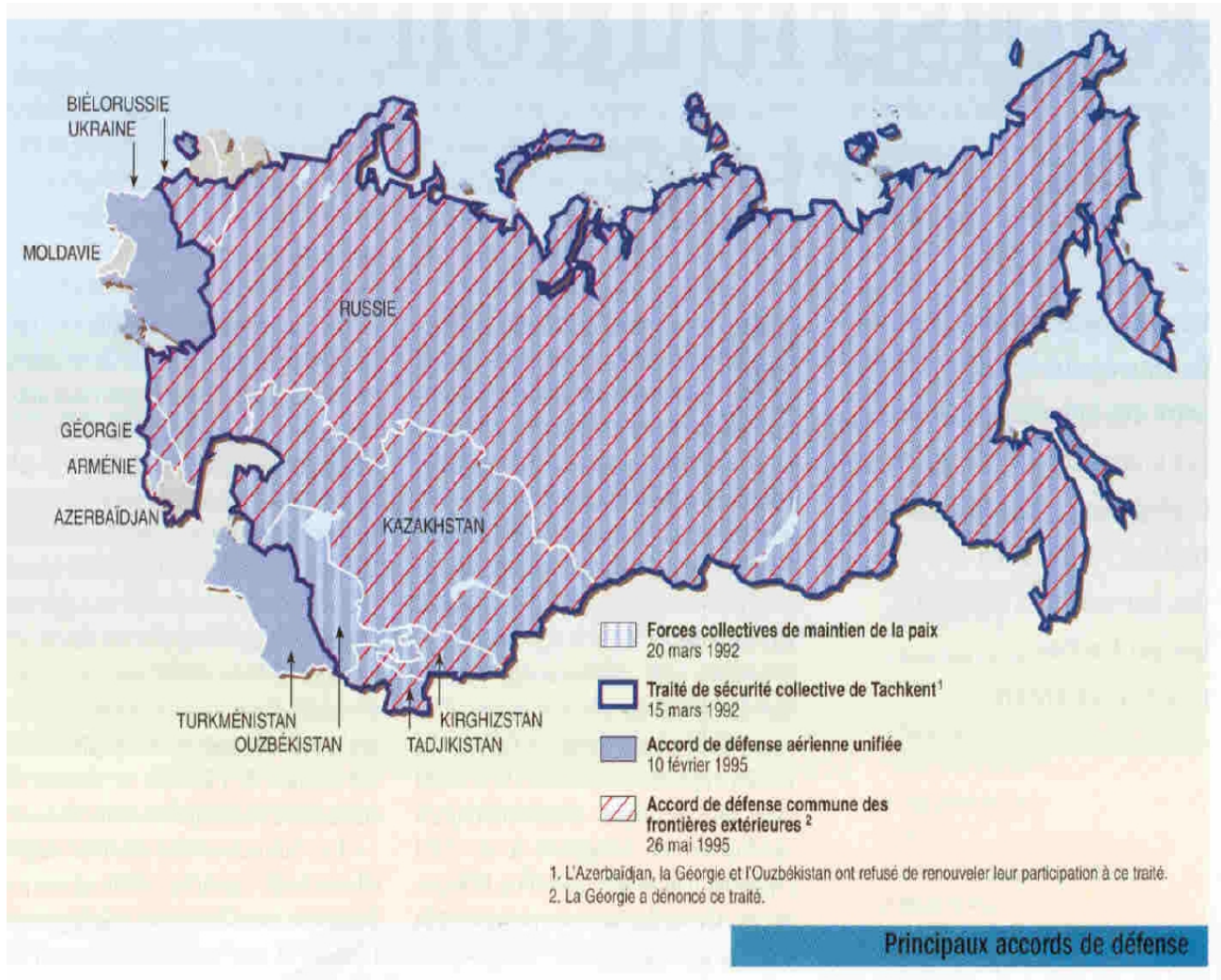




ANNEXE 3 : rivalités militaires et menace islamiste en Asie centrale, Le spectacle du monde n°486, op. cit.



ANNEXE 4 : la problématique des accords de Défense en Asie centrale, Atlas du monde diplomatique 2003, op. cit.



## ANNEXE 5 : les accords économiques régionaux, Atlas du monde diplomatique 2003, op. cit.



## ANNEXE 6 : la CEI et ses concurrents régionaux, Atlas du monde diplomatique 2003, op. cit.

## Les dates clés

**1991 décembre:** le 8, signature des accords de Minsk créant la CEI. Le 21, signature des accords d'Almaty, élargissant la CEI

**1992 mars:** création du Conseil des Etats de la mer Baltique à Copenhague

**mai:** traité de sécurité collective de la CEI signé à Tachkent

**juin:** création à Istanbul du Pacte de coopération économique de la mer Noire

**1994 janvier:** création de la future Union douanière centrasiatique

**1995 mai:** signature du Traité de défense commune des frontières extérieures de la CEI

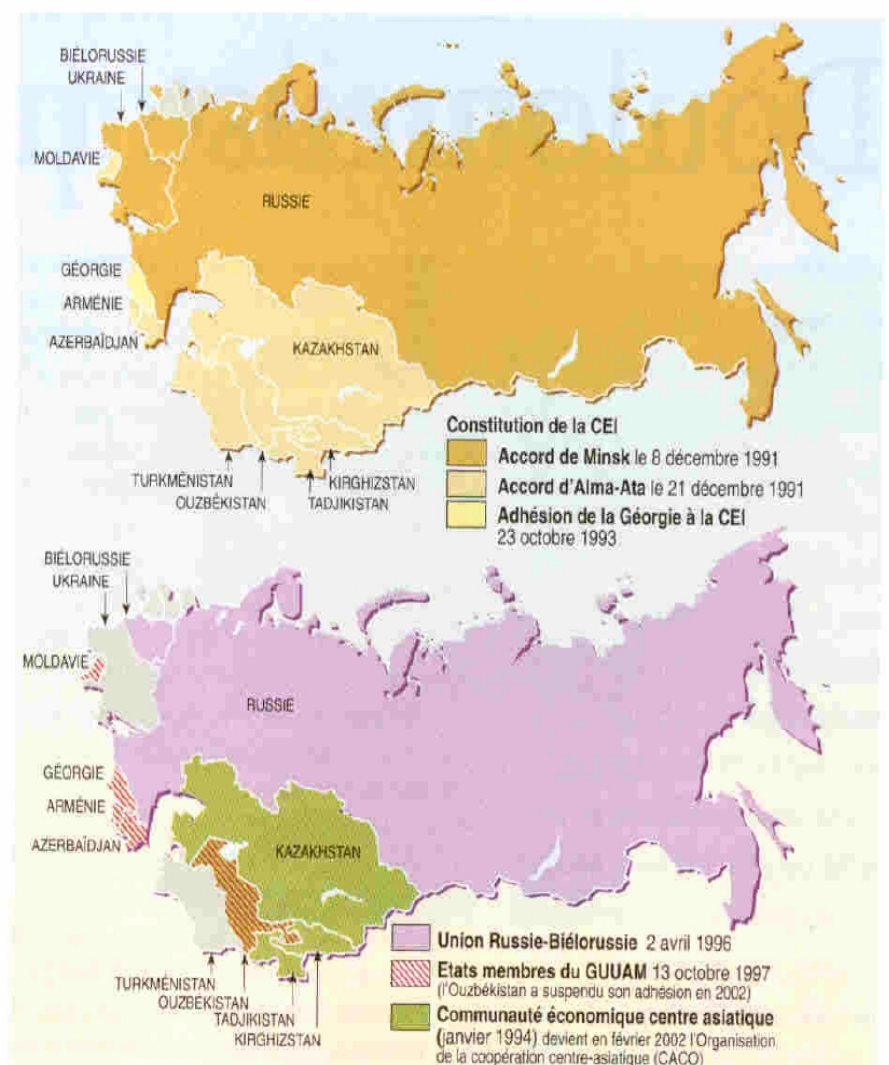
**1996 janvier:** instauration d'une Union douanière dans la CEI

**avril:** création de l'Union entre la Russie et la Biélorussie.

Le 26, signature, à Shanghai, du Traité de sécurité régionale qui donne naissance au Groupe de Shanghai

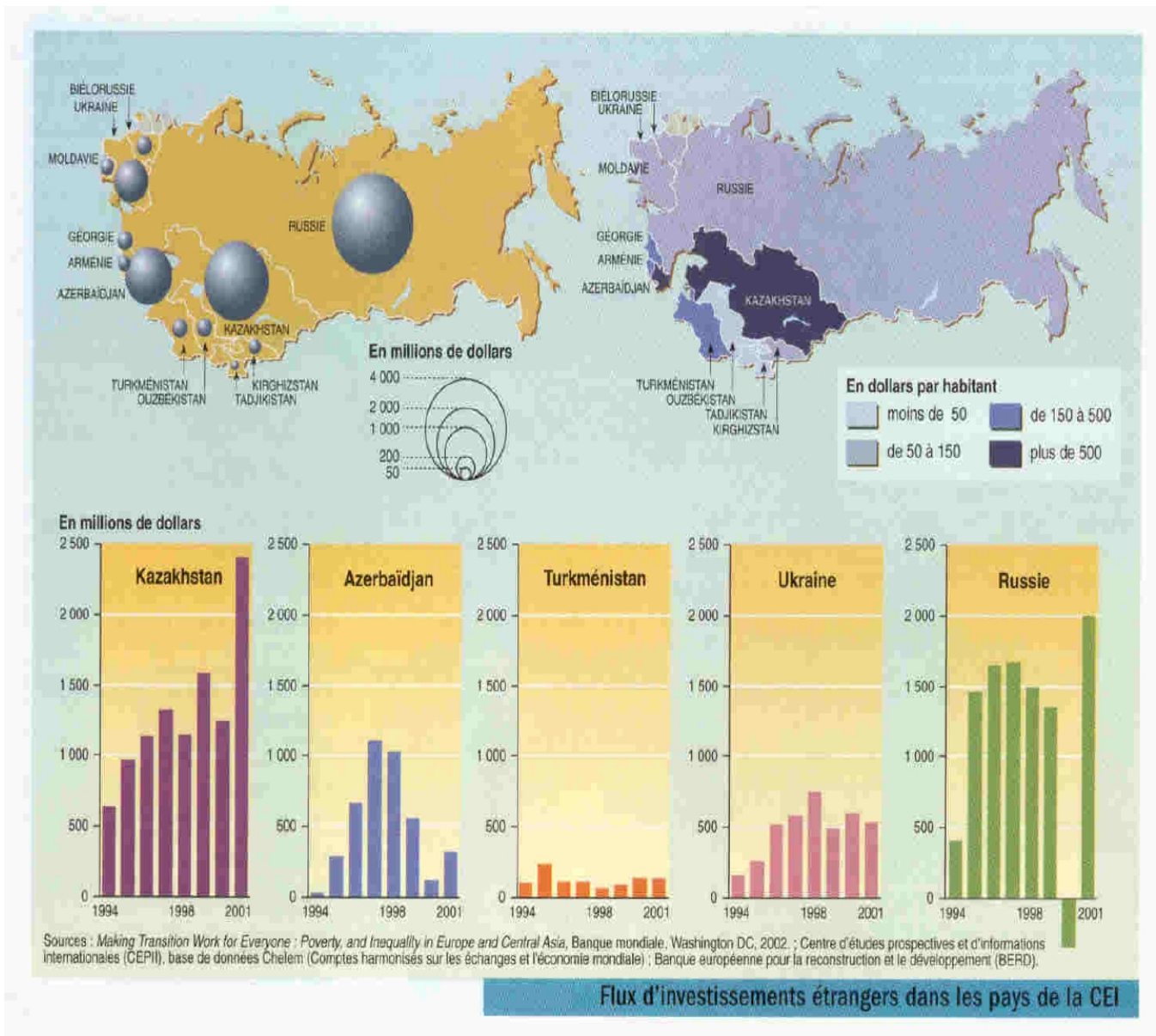
**1997 octobre:** annonce, à Strasbourg, de la création du GUUAM

**2000 octobre:** l'Union douanière devient la Communauté économique eurasienne



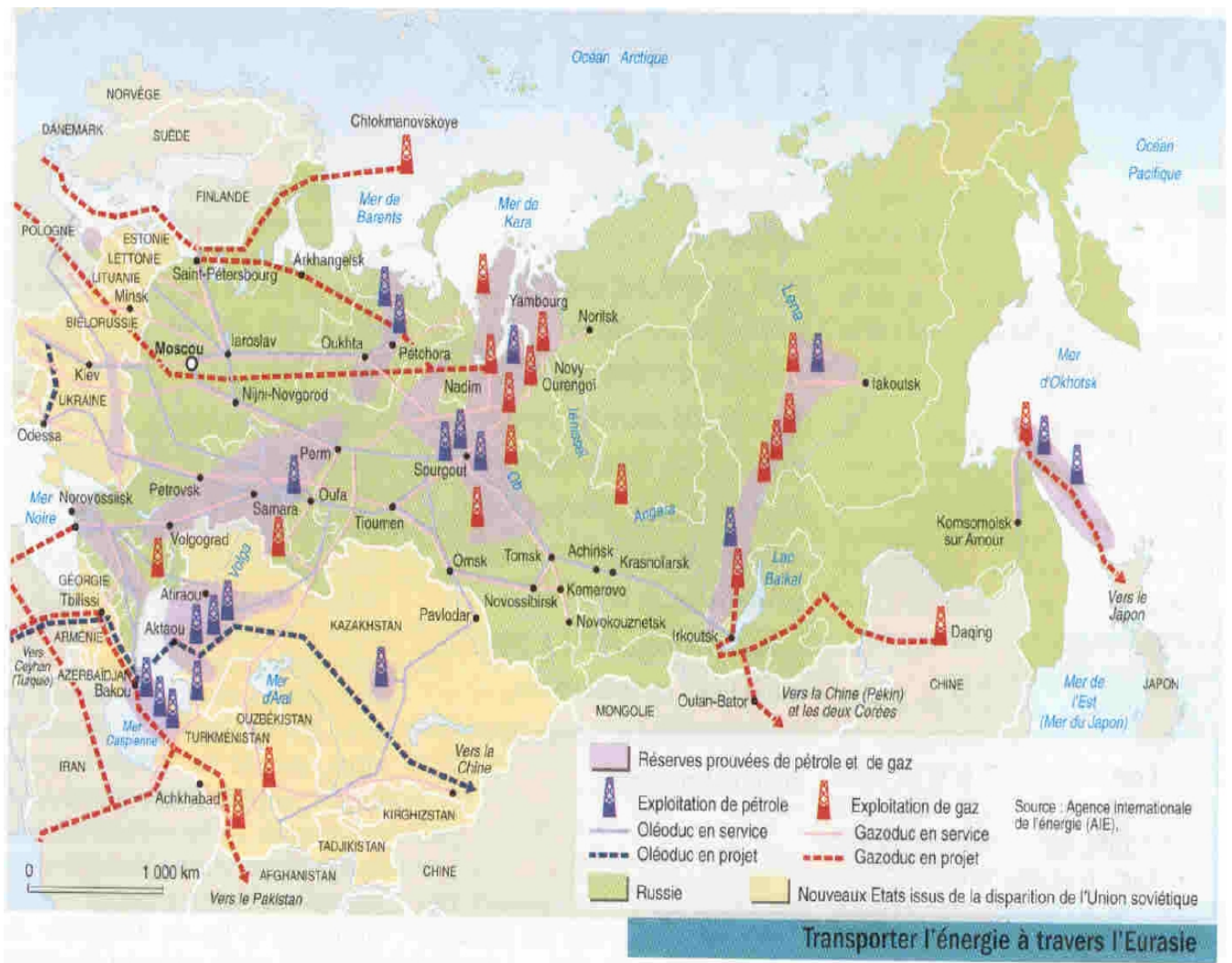
La CEI, une communauté à géométrie variable

ANNEXE 7 : les investissements étrangers, Atlas du monde diplomatique 2003, op. cit.



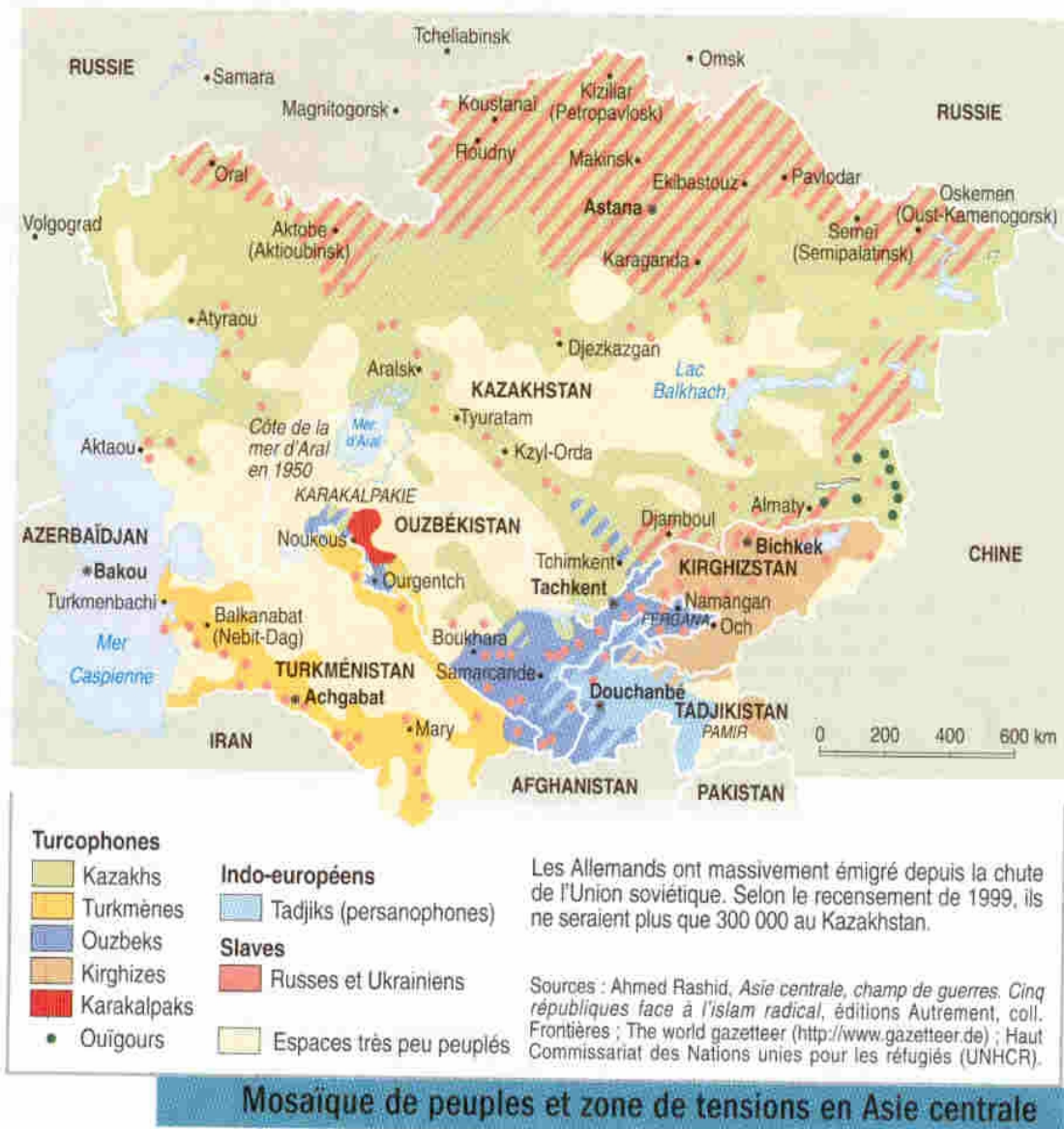


ANNEXE 9 : la maîtrise des transits énergétiques en Asie centrale, Atlas du monde diplomatique, op. cit.





ANNEXE 11 : ethnicité et zones de tension en Asie centrale, Atlas du monde diplomatique 2003, op. cit.



ANNEXE 12 : les projets de transits énergétiques et de transports en Asie centrale,  
Géopolitique n°79, op. cit.

